

A

Viêt Nam – Communauté européenne

Document de stratégie

2007 - 2013

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ.....	5
1. ANALYSE DU PAYS	7
1.1 ANALYSE DE LA SITUATION POLITIQUE	7
1.2 ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE.....	8
1.3 ANALYSE DES EVOLUTIONS DANS LE DOMAINE SOCIAL.....	10
1.4 ANALYSE DE LA SITUATION ENVIRONNEMENTALE	11
2. APERÇU DU PROGRAMME D'ACTION DU VIÊT NAM.....	12
3. VUE D'ENSEMBLE DE LA COOPÉRATION PASSÉE ET ACTUELLE AVEC LA CE....	14
3.1 VUE D'ENSEMBLE DE LA COOPERATION PASSEE ET ACTUELLE AVEC LA CE.....	14
3.2 ENSEIGNEMENTS TIRES DE L'AIDE COMMUNAUTAIRE PASSEE	15
3.3 PROGRAMMES DES ÉTATS MEMBRES DE L'UE ET DES AUTRES DONATEURS.....	17
3.4 EFFICACITE, COORDINATION ET HARMONISATION DE L'AIDE	18
3.5 DOSAGE DES POLITIQUES	19
4. STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE 2007 - 2013	20
4.1 EXPLICATION DE LA REPONSE ET DU CHOIX DES SECTEURS PRIORITAIRES.....	20
4.2 QUESTIONS TRANSVERSALES	21
4.3 RISQUES POUR LA STRATEGIE.....	22
4.4 LES PRINCIPAUX SECTEURS PRIORITAIRES	23
4.4.1 <i>Secteur prioritaire n°1: aide au plan de développement socio-économique du Viêt Nam.....</i>	<i>23</i>
4.4.2 <i>Secteur prioritaire n° 2: aide au secteur de la santé</i>	<i>24</i>
4.5 ACTIONS SUPPLEMENTAIRES	25
4.6 PROGRAMMES REGIONAUX ET THEMATIQUES	27

ANNEXE 1: VIETNAM EN BREF

ANNEXE 2: CARTE DU VIETNAM

ANNEXE 3: APERCU DES PROGRES DU VIETNAM EN MATIERE DES OBJECTIFS DU DEVELOPPEMENT DU MILLENAIRE

ANNEXE 4: ANALYSE COMMUNE PAR L'UNION EUROPEENNE (UE) ET LE GROUPE DES DONATEURS DU PROJET DE PLAN SOCIO-ECONOMIQUE DE DEVELOPPEMENT 2006-2010

ANNEXE 5: OBJECTIFS DE COOPERATION DE L'UE/CE

ANNEXE 6: RESUME DES PROGRAMMES INDICATIFS NATIONAUX 2002-2004 ET 2005-2006

ANNEXE 7: LISTE DES INITIATIVES DE COOPERATION CE-VIETNAM

ANNEXE 8: PROFIL ENVIRONNEMENTAL DU PAYS

ANNEXE 9: MATRICE DU DONATEUR

ANNEXE 10: APERCU DES CONVERGENCES ET ACTIVITES DE L'UE ET AUTRES DONATEURS EN FAVEUR DU VIETNAM

LISTE DES SIGLES

AEM	Accord environnemental multilatéral
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
ASEM	Sommet Asie-Europe
BA sD	Banque asiatique de développement
BM	Banque mondiale
CARP	Crédit d'aide à la réduction de la pauvreté
CE	Commission européenne
CEAP	Coopération économique Asie-Pacifique
CPRGS	Stratégie globale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté (<i>Comprehensive Poverty Reduction and Growth Strategy</i>)
CSLP	Cadre stratégique de réduction de la pauvreté
DS	Document de stratégie
DSP	Document de stratégie par pays
EMIS	Système d'information sur la gestion de l'éducation
EPT	Éducation pour tous
FHN	Forum de haut niveau
FLEGT	Plan d'action de l'Union européenne relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux
FRA	Forum régional de l'ANASE
FSQL	Niveau scolaire fondamental (<i>Fundamental School Quality Level</i>)
GC	Groupe consultatif
HSDP	Programme de développement des systèmes sanitaires (<i>Health System Development Programme</i>)
IDE	Investissements directs étrangers
IEDDH	Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'homme
JAI	Justice et affaires intérieures
MPI	Ministère de la planification et de l'investissement
ODV	Objectif de développement du Viêt Nam
OMC	Organisation mondiale du commerce
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PCV	Parti communiste vietnamien
PDSE	Plan de développement socio-économique
PGAE	Groupe pour l'efficacité de l'aide (<i>Partnership Group for Aid Effectiveness</i>)
PIB	Produit intérieur brut
PIN	Programme indicatif national
PIP	Programme indicatif pluriannuel
PME	Petites et moyennes entreprises
SDSE	Stratégie de développement socio-économique
SPF	Mécanisme en faveur des petits projets (<i>Small Projects Facility</i>)
SRAS	Syndrome respiratoire aigu sévère
TRA	Aide liée au commerce
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
VND	Dong vietnamien

RÉSUMÉ

Le présent document de stratégie (DS) couvre la période de sept ans qui s'étend de 2007 à 2013. Il récapitule les défis auxquels le Viêt Nam est confronté et le contexte dans lequel l'aide doit être fournie et il détermine en conséquence les objectifs et les priorités de l'aide communautaire au Viêt Nam, tout en indiquant les moyens susceptibles d'être utilisés pour apporter cette aide. **Dans le cadre de l'instrument de coopération au développement (ICD), un montant indicatif de 304 millions d'euros a été alloué au Viêt Nam pour la période 2007-2013. Cette dotation sera répartie comme suit:**

Programme indicatif pluriannuel I, portant sur la période 2007-2010: 160 millions d'euros

Programme indicatif pluriannuel II, portant sur la période 2011-2013: 144 millions d'euros.

L'objectif global de l'aide communautaire au Viêt Nam est de réduire la pauvreté de manière durable, conformément au «consensus européen sur le développement». Cet objectif est poursuivi principalement à travers le soutien apporté à la réalisation du plan de développement socio-économique du Viêt Nam et à travers l'aide accordée au secteur de la santé. L'aide de la CE dans ces deux secteurs prioritaires s'accompagne d'un nombre limité d'actions et d'aides octroyées au titre de diverses lignes budgétaires thématiques et régionales. La CE entend par ailleurs financer des actions supplémentaires dans le domaine de l'aide liée au commerce et soutenir le dialogue stratégique CE-Viêt Nam dans le cadre de l'accord bilatéral de coopération. Cette dernière activité est réalisée grâce au financement continu du «mécanisme en faveur des petits projets» (SPF), qui complète les autres mécanismes de mise en œuvre. Les deux secteurs prioritaires sont les suivants:

Secteur prioritaire n° 1	Aide au plan de développement socio-économique du Viêt Nam
Secteur prioritaire n° 2	Aide au secteur de la santé
Actions supplémentaires	Aide liée au commerce, soutien au dialogue stratégique CE-Viêt Nam

L'aide de la CE répond ainsi à quelques-uns des principaux défis rencontrés par le Viêt Nam, un pays dont la croissance se poursuit rapidement et qui met en œuvre un vaste programme de réformes. Cette aide reflète les compétences communautaires et tient compte de la prévision des activités des autres donateurs. Face à l'augmentation des inégalités entre les différentes parties de la population vietnamienne, des efforts importants doivent être consentis afin de garantir une réduction durable de la pauvreté et d'améliorer l'accès aux services sociaux, à l'emploi productif et au travail décent pour les membres les plus vulnérables de la société. Parallèlement, le Viêt Nam doit consolider son intégration dans le système économique international, dans le cadre de sa transition vers une économie de marché et de son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, tout en s'assurant qu'il remplit ses obligations auprès de l'OMC et que les bénéficiaires de la croissance économique profitent à tous. La transition économique, l'intégration internationale et la réduction durable de la pauvreté doivent s'accompagner de progrès et de réformes dans une série de domaines liés à la gouvernance, tels que le système judiciaire et juridique, la décentralisation, la gestion des finances publiques, la réforme de la sécurité sociale et le renforcement du rôle de l'Assemblée nationale. Il convient par ailleurs de porter aux questions transversales, telles que l'amélioration de la gouvernance, la protection de l'environnement et la place des femmes dans la société, l'attention qu'elles méritent. L'aide communautaire reflète cette préoccupation et traite également la question des droits de l'homme.

Les activités menées dans le domaine de l'enseignement supérieur sont financées dans le cadre de la programmation régionale pour l'Asie.

Le présent document de stratégie s'aligne entièrement sur le plan de développement socio-économique du gouvernement vietnamien pour la période 2006-2010. À chaque fois que cela est possible, l'aide de la CE est accordée sous forme d'aide budgétaire ou sectorielle, afin d'assurer un dialogue politique efficace et durable, un engagement et une volonté politique de la part du gouvernement et une coordination avec les autres donateurs, tout en maintenant les coûts de transaction au plus bas. Le présent document de stratégie tient compte de l'expérience accumulée et des enseignements que la CE et les autres donateurs ont tirés dans le cadre de l'aide qu'ils ont apportée par le passé. Il permet à la Commission européenne de renforcer le rôle solide qu'elle joue en matière de politique de coordination et d'harmonisation des procédures entre les donateurs de l'UE, dans le contexte des efforts consentis par le gouvernement afin d'améliorer l'efficacité de l'aide.

ANALYSE DU PAYS

1.1 Analyse de la situation politique

Le Viêt Nam est un pays à parti unique, où le parti communiste vietnamien (PCV) détient la totalité du pouvoir et ne tolère aucune remise en question directe de son autorité. Le PCV est le responsable suprême pour toutes les décisions politiques importantes. Si le Congrès national du parti représente officiellement le sommet du PCV, le Politburo, composé de 14 membres, est l'organe de prise de décision réel au sein du parti. Le Politburo actuel, nommé par le Congrès national du parti d'avril 2006, est dirigé par un triumvirat composé du secrétaire général du PCV (Nong Duc Manh), du président (Nguyen Minh Triet) et du Premier ministre (Nguyen Tan Dung). Le gouvernement applique et assure l'administration des décisions politiques. Il est responsable devant l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale, élue au suffrage direct tous les cinq ans, a pris de plus en plus d'assurance au cours des dix dernières années. Ses débats publics couvrent un nombre grandissant de domaines et elle demande de plus en plus souvent des comptes au gouvernement.

Le programme de réforme *doi moi* (renouveau), lancé en 1986, a engendré des progrès considérables, en particulier en matière de réforme économique et de réforme de la politique étrangère. Toutefois, même si ces réformes semblent désormais irréversibles, les progrès sont moindres sur le plan politique. Si la prééminence du PCV a fait du Viêt Nam l'un des pays les plus stables de l'Asie du Sud-Est, l'absence de débat politique ouvert entrave l'émergence d'une société civile ou de médias indépendants. Le récent Congrès national du parti n'a pas changé ces tendances principales.

Bien que le gouvernement ait montré une certaine volonté à entamer un dialogue avec ses partenaires étrangers sur la question des droits de l'homme, les progrès demeurent limités, notamment en matière de droits individuels, sociaux et politiques, et le refus d'accorder l'accès aux observateurs indépendants reste préoccupant. Les libertés d'expression, de la presse, de religion et d'association restent des sujets délicats. La peine de mort s'applique encore pour de nombreux crimes, y compris pour les crimes économiques, et le nombre de condamnations à mort et d'exécutions reste élevé. Bien que le gouvernement vietnamien nie avec véhémence l'existence de prisonniers de conscience, un nombre considérable de personnes sont enfermées pour des raisons de «sécurité nationale» vaguement définies.

En 2001 et en 2004, des manifestations de grande envergure de membres des minorités ethniques vivant dans les régions montagneuses du centre du Viêt Nam (les «montagnards») ont eu lieu, motivées par des plaintes au sujet des droits fonciers, de la liberté religieuse et de la discrimination exercée par les autorités locales. La traite des êtres humains est également un problème important dont on parle peu au Viêt Nam. On estime que des milliers de femmes vietnamiennes sont envoyées en Chine chaque année, dont une sur six a moins de 18 ans. Selon l'Unicef, les femmes vendues en Chine ont entre 15 et 45 ans et le groupe comprenant les femmes non mariées, divorcées ou veuves est le plus vulnérable. Le Viêt Nam a récemment pris des mesures afin de réduire les migrations irrégulières de ses ressortissants et a demandé à plusieurs de ses agences de réduire le flux de personnes essayant de quitter le pays et de rester à l'étranger sans autorisation. Le problème des migrations intérieures et internationales en provenance du Viêt Nam s'est aggravé, y compris vers l'UE où les liens entre l'immigration vietnamienne illégale et le crime organisé ont tendance à se renforcer de manière inquiétante. Malgré les politiques visant à contrôler les flux de migration intérieure traditionnellement mises en œuvre par le gouvernement, ces migrations sont de plus en plus nombreuses et les migrations intérieures illégales augmentent. En outre, la traite des êtres humains devient un problème pressant; de plus en plus de pauvres, de femmes sous-éduquées et d'enfants se laissent abuser et partent à l'étranger, où on les contraint à se marier et à se prostituer ou à travailler en tant qu'esclaves domestiques.

Si le Viêt Nam n'est pas directement touché par le terrorisme, il convient de le voir comme un pays dont les faiblesses sont susceptibles d'être exploitées par des éléments extérieurs plutôt qu'intérieurs. La fragilité de son cadre financier, institutionnel et juridique et sa proximité avec une région fortement exposée au terrorisme le rendent particulièrement vulnérable au financement éventuel d'activités terroristes.

Depuis le début des années 90, le pays a considérablement revu ses relations avec l'étranger, en prenant ses distances avec l'idéologie adoptée par le passé et l'isolement dans lequel celle-ci l'avait plongé. Motivée au départ par le souhait de conserver la stabilité et la paix nécessaires à la rénovation intérieure du pays, la nouvelle «*politique étrangère multidirectionnelle*» du Viêt Nam l'a amené à rejoindre l'ANASE (en 1995), le FRA, l'ASEM, la CEAP et d'autres forums régionaux et multilatéraux dans lesquels son engagement est allé croissant, pour atteindre son apogée lors de l'accueil du cinquième sommet de l'ASEM en 2004 et de celui des dirigeants de la CEAP en 2006. Le Viêt Nam a introduit une demande d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce en 1995 et devrait adhérer fin 2006 ou début 2007.

1.2 Analyse de la situation économique

Depuis 1986, date à laquelle le Viêt Nam a lancé son programme de réforme économique, le pays a connu plusieurs phases de croissance et son PIB a plus que doublé au cours des dix dernières années, atteignant un revenu moyen de 640 dollars par habitant en 2005. Depuis 2000, le taux de croissance annuelle s'est stabilisé à 7,4 % en moyenne, soit l'un des plus élevés de la région. Le commerce international et l'afflux d'investissements directs étrangers, principalement dans le domaine de la fabrication de biens d'exportation, ont été des sources de croissance importantes (voir le point 3.3 ci-dessous). Les *IDE* ont augmenté de 16,6 % en moyenne depuis 2000, pour atteindre 5,8 milliards de dollars en 2005¹, sans toutefois arriver jusqu'au niveau record de 9 milliards de dollars de 1996. La croissance a également été portée par un *investissement national* élevé et par une forte *consommation privée*.

Le niveau élevé d'investissements nationaux et l'augmentation des importations d'intrants pour la fabrication de biens d'exportation ont engendré un *déficit commercial* de 6-8 % du PIB ces dernières années, malgré la très bonne performance des exportations vietnamiennes et l'augmentation du *déficit de la balance courante* (4,4 % du PIB en 2005). *L'inflation*, qui ne s'élevait qu'à 1,3 % en moyenne entre 2000 et 2003, a atteint 9,5 % en 2004 et 8,4 % en 2005. Cela s'explique par des chocs dans le domaine de l'approvisionnement externe (les prix élevés des produits pétroliers sur le marché mondial et d'autres produits d'importation clés) et une augmentation des prix des denrées alimentaires après l'apparition de la grippe aviaire en 2004. L'inflation sous-jacente a gardé un niveau plus raisonnable, de 5-6 %. La *monnaie* vietnamienne, qui n'est pas encore totalement convertible pour ce qui est des comptes de capital, est alignée sur le dollar selon une parité à crémaillère. La stabilité du taux de change a ainsi pu être conservée dans une grande mesure², ce qui a aidé le Viêt Nam à projeter une image de stabilité. Après avoir tourné autour du seuil de 5 % fixé par le gouvernement pendant les années précédentes, le *déficit budgétaire* a baissé, pour atteindre 3,8 % du PIB en 2005, un niveau parfaitement gérable. Pour l'essentiel, cette baisse est due à l'augmentation des recettes budgétaires qui, en raison d'une forte augmentation des recettes fiscales nationales et de celles du pétrole brut, ont atteint 24,5 % du PIB, dépassant le pic de 1995-1996.

¹ MPI, nouveau capital octroyé.

² La dépréciation était d'environ 11% entre le début 2000 et la mi-2004.

Le Viêt Nam demeure un pays essentiellement *agricole*, où presque les trois quarts de la population résident à la campagne. L'agriculture est un secteur sensible, car les zones rurales comptent plus de 90 % des pauvres et offrent peu de possibilités d'emploi en dehors de l'exploitation agricole. Ce secteur est par ailleurs exposé aux catastrophes naturelles, telles que les crues subites ou les sécheresses.

En dépit de ces succès impressionnants, le processus de transition vers une économie de marché n'est pas terminé. Les entreprises publiques représentent encore une part considérable de l'économie. La réforme des entreprises publiques, dont le pivot est la cession et la transformation partielle de ces entreprises en sociétés anonymes, a ralenti ces dernières années. Aujourd'hui, elles représentent 39 % du PIB et de la production industrielle et 35 % des exportations hors pétrole (mais seulement 10 % des emplois). Si le secteur des entreprises publiques est de plus en plus orienté vers le profit et si sa performance économique s'est améliorée dans l'ensemble, il est constamment dépassé par le secteur privé, notamment en raison d'une gestion inefficace. En absorbant un bon tiers des crédits bancaires disponibles et en bénéficiant d'autres types de traitements préférentiels de la part des autorités, en matière d'attribution des terres par exemple, les entreprises publiques privent le *secteur privé* de possibilités d'expansion. Elles représentent également la plus grosse partie des prêts non performants, qui se traduisent par des passifs éventuels pour le gouvernement estimés à 8 % du PIB³ et qui affaiblissent ainsi la position du secteur *bancaire*. Ce dernier est dominé par quatre grandes banques commerciales d'État, qui représentent environ les trois quarts de l'ensemble du crédit. Les efforts consentis par ces banques afin d'améliorer la qualité de leurs portefeuilles de prêt ont eu un succès limité jusqu'à présent.

La poursuite des réformes des entreprises publiques et du secteur bancaire est donc essentielle, tout comme le sont la création de conditions équitables entre les secteurs public et privé et l'amélioration du cadre d'habilitation pour les PME. Le Viêt Nam a récemment investi de nombreux efforts dans une tentative pour obtenir le statut d'économie de marché, que la CE ne lui a pas encore accordé. La mise en œuvre complète de la nouvelle législation relative à l'OMC est cruciale à cet égard, notamment celle de la nouvelle loi unifiée sur les entreprises (*Unified Enterprise Law*).

L'UE et les États-Unis sont les deux principales destinations des *exportations* vietnamiennes, dont chacun représentait 17-18 % en 2005. Si la part des exportations à destination de l'UE a été relativement stable ces dix dernières années, les exportations vers les États-Unis ont sextuplé depuis 2001, année où un accord commercial bilatéral a été signé. L'ANASE et le Japon, dont les parts diminuent, ainsi que la Chine, dont la part est en forte augmentation, viennent ensuite. L'intégration du Viêt Nam à l'économie mondiale s'est précipitée ces dernières années. *Les exportations* représentent actuellement 64 % du PIB, pour 34 % en 1994. Elles se concentrent sur six groupes de produits (le pétrole brut, les produits textiles et les vêtements, les chaussures, les fruits de mer, les articles en bois et les produits électroniques) qui ensemble, représentent environ les deux tiers des exportations totales. Les exportations du Viêt Nam demeurent fortement dépendantes des équipements et des biens intermédiaires importés. Cette structure traditionnelle des échanges commerciaux se reflète dans le déficit croissant par rapport aux pays de l'ANASE, la Chine et la Corée du Sud, compensé par des surplus avec l'UE et les États-Unis. Les principales exportations traditionnelles vers les pays asiatiques sont les matières premières et les produits de base; les exportations vers l'Union européenne et les États-Unis, quant à elles, consistent principalement en produits manufacturés, notamment les produits textiles et les chaussures. En matière d'*importation*, à l'exception de l'ANASE, la Chine est le principal partenaire du Viêt Nam, suivie du Japon, de la République de Corée et de l'UE. La part de l'UE en 2005 est tombée à 7 % des importations totales, alors qu'elle avait atteint un record de 11,5 % avant la crise asiatique.

³ Estimation de la Banque mondiale – source: Rapport sur le développement du Vietnam en 2006.

1.3 Analyse des évolutions dans le domaine social

Le Viêt Nam fait état de résultats solides et soutenus dans le domaine de la réduction de la pauvreté⁴. Il y a dix ans, 58 % de la population vietnamienne avaient un niveau de dépenses insuffisant pour pouvoir mener une vie saine. En 2004, la proportion de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté était tombée à 19,5 %, indiquant une baisse moyenne de 3,5 points de pourcentage par an. En moins de dix ans, presque un tiers de la population totale, soit plus de 20 millions de personnes, sont sorties de la pauvreté. Les objectifs de développement du Viêt Nam [une version localisée des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)] et les OMD montrent une amélioration constante des indicateurs sociaux, depuis les chiffres des inscriptions à l'école jusqu'à ceux de la mortalité infantile. L'annexe 3 présente un aperçu des progrès accomplis par le Viêt Nam dans le cadre de sa poursuite des OMD. Toutefois, si la pauvreté continue à baisser, les disparités entre les zones rurales et les zones urbaines sont quant à elles en augmentation. Les populations appartenant aux minorités ethniques des régions isolées des hauts plateaux du nord et des montagnes du centre du Viêt Nam demeurent particulièrement touchées par la pauvreté et souffrent d'un accès limité aux soins de santé, à l'éducation, à un emploi productif et à un travail décent. En outre, des études récentes en matière de pauvreté indiquent également que les poches d'extrême pauvreté à l'intérieur des villes, qui touchent plus particulièrement les immigrés, sont un problème de plus en plus préoccupant. Il sera très difficile de maintenir le rythme de réduction de la pauvreté, surtout dans les communautés les plus marginalisées et qui disposent de dotations insuffisantes.

Le «Rapport sur le développement du Viêt Nam en 2005» établi par la Banque mondiale confirme l'accroissement de l'éducation à tous les niveaux. Le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire a atteint 91 % en 2002, pour 88 % en 1998. Toutefois, les 10 % restants s'avèrent difficiles à atteindre. Par ailleurs, l'amélioration de la qualité de l'éducation afin que toutes les écoles satisfassent aux normes du niveau scolaire fondamental [*Fundamental School Quality Level (FSQL)*], exige un effort considérable, en particulier dans les régions montagneuses isolées. Le Viêt Nam a engagé la mise en œuvre de son plan national d'éducation pour tous (EPT) et a augmenté son budget global pour l'éducation de presque 4,6 % du PIB (soit 17 % des dépenses publiques). Dans l'ensemble, il n'y a pas de différences entre le taux de scolarisation des filles et celui des garçons. Toutefois, dans les régions plus isolées, plus montagneuses et plus pauvres, le taux de scolarisation est nettement plus faible, surtout pour les filles. La scolarisation est certes difficile pour tous les enfants issus de familles pauvres, mais les filles disposent de beaucoup moins de chances que les garçons. Les chiffres indiquent qu'elles représentent environ 70 % des abandons à l'école primaire.

Les indicateurs de santé au Viêt Nam⁵ sont meilleurs qu'un pays avec un tel niveau de développement ne pourrait le laisser attendre. Le Viêt Nam a continué à progresser en matière d'espérance de vie, et de réduction de la mortalité des nourrissons et de la mortalité des enfants de moins de cinq ans, même si le niveau actuel de ces indicateurs suscite quelques polémiques. Les avancées en matière de contrôle des maladies à prévention vaccinale, telles que la rougeole, la diphtérie et le tétanos, ont été rapides également; en 1996, la polio était complètement éradiquée. Les améliorations sont également considérables dans le domaine de la santé génésique. Le taux de fécondité est passé de 3,8 en 1998-1992 à 2,7 en 1992-1996. Les estimations pour 1998-2002 le placent à 1,9, soit en-dessous du seuil de renouvellement des générations. Parallèlement, le Viêt Nam subit des transitions démographiques et épidémiologiques rapides qui augmentent la proportion de personnes âgées et de personnes atteintes de

⁴ «Concept note pour le partenariat stratégique Banque mondiale – Vietnam pour 2006-2010», octobre 2006.

⁵ «Rapport sur le développement du Vietnam en 2005».

maladies chroniques dans la population. À une époque où les dépenses liées à la santé sont vouées à augmenter fortement, les dépenses publiques demeurent modestes et les dépenses directes des familles représentent un poids de plus en plus lourd pour les ménages pauvres. Si des initiatives importantes ont été entreprises pour créer l'assurance maladie et couvrir les frais de santé des pauvres, une approche cohérente appuyée par des ressources suffisantes fait toujours défaut. En ce qui concerne le VIH/sida, le gouvernement vietnamien a mis en place une stratégie trans-sectorielle de lutte contre la maladie en 2004, qui demeure au niveau pré-épidémique. Le SRAS et la grippe aviaire figurent parmi les récentes menaces sanitaires. Cette dernière représente un risque non quantifiable pour le Viêt Nam. De nombreux cas d'infection chez les humains ont été recensés et la possibilité d'une pandémie à venir attire une attention grandissante de la communauté internationale, à la fois en matière de mesures préventives et en matière de mobilisation de l'aide. Le contrôle soutenu de la grippe aviaire au Viêt Nam est une priorité. La Commission veillera à ce qu'une attention suffisante soit prêtée à cette question dans le cadre de l'aide apportée au plan de développement socio-économique du Viêt Nam, via le soutien au secteur de la santé ainsi que via l'aide liée au commerce.

Le Viêt Nam demeure confronté, en matière de drogues, à une situation de plus en plus complexe qui pourrait avoir des conséquences considérables sur la sécurité sociale et sur les processus de développement en cours. Selon le rapport de l'office permanent de contrôle des drogues (SODC), l'ensemble du pays compte actuellement 170 400 drogués, soit une augmentation de 9 700 personnes ou de 6 % par rapport à 2003. Dans le cadre d'une évolution politique significative ces trois dernières années, le gouvernement vietnamien a reconnu que le problème des drogues était une préoccupation nationale et internationale, requérant par ailleurs un plan national. À cette fin, le Viêt Nam s'est engagé fermement à mettre en œuvre un programme national complet et polyvalent de contrôle des drogues, qui comprend une stratégie pour le VIH/sida.

Au cours des cinq dernières années, 7,5 millions d'emplois ont été créés, soit une moyenne d'1,5 millions d'emplois supplémentaires par année. Le secteur économique privé demeure la source de création d'emplois la plus dynamique, avec 90 % des nouveaux emplois créés dans l'ensemble de l'économie. Parallèlement, le manque de possibilités d'emploi a accentué l'émigration de la main d'œuvre. La capacité de poursuite du développement économique, de l'intégration économique et de la réduction de la pauvreté est entravée par des problèmes persistants de faible productivité, de sous-qualification et de manque de personnel qualifié et technique. Le taux de chômage rural demeure élevé, au-dessus de 20 %, et le marché du travail urbain est sous tension, notamment en raison de la restructuration permanente des entreprises publiques.

1.4 Analyse de la situation environnementale

Les changements rapides qui ont eu lieu au Viêt Nam ces quelques dernières décennies en matière de rapidité de la croissance économique, d'industrialisation et de croissance continue de la population ont eu un effet négatif sur l'environnement. Cette évolution, à laquelle s'ajoute une faible capacité institutionnelle à traiter les questions liées à l'environnement ainsi que des infrastructures techniques et des ressources financières limitées, a contribué à créer une grande palette de problèmes environnementaux. Récemment, ces problèmes ont fait l'objet d'une plus grande reconnaissance au Viêt Nam, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires afin que la protection de l'environnement soit intégrée à la planification de l'économie et du développement dans tous les secteurs. La *«Stratégie nationale du Viêt Nam pour la protection de l'environnement jusqu'en 2010 et les prévisions pour 2020»* identifie huit programmes prioritaires dans le domaine de l'environnement. Par ailleurs, l'Agenda 21 du Viêt Nam indique que *«la protection et l'amélioration de la qualité de l'environnement*

sont considérées comme des facteurs inséparables du processus de développement»⁶. La loi modifiée sur la protection et le développement de la forêt, approuvée par l'Assemblée nationale en novembre 2004, fournit le cadre global d'une évolution vers une sylviculture plus sociale et plus locale. Parallèlement, les principales parties prenantes ont également entamé un processus de consultation visant à modifier la stratégie de développement du secteur forestier, qui devrait avoir un impact positif à long terme non seulement sur la réduction de la pauvreté mais également sur la gestion durable des forêts, de la terre, de l'eau et de l'environnement dans les régions montagneuses. Des informations supplémentaires sur l'environnement figurent dans le profil environnemental du pays présenté à l'annexe 8.

1. APERÇU DU PROGRAMME D'ACTION DU VIÊT NAM

En avril 2001, la «stratégie pour une industrialisation et une modernisation socialistes accélérées, jetant les bases pour que d'ici 2010, le Viêt Nam devienne fondamentalement un pays industrialisé» ou la stratégie de développement socio-économique (SDSE) 2001-2010 a été adoptée par le 9^e Congrès national du parti communiste vietnamien.

Les objectifs stratégiques de la SDSE, qui sont reflétés dans les plans de développement socio-économiques (PDSE) pour 2001-2005, et 2006-2010, sont les suivants:

- sortir le Viêt Nam du sous-développement;
- améliorer les conditions de vie de la population sur les plans matériel, culturel et spirituel;
- jeter les bases d'un pays industrialisé orienté vers la modernité, d'ici 2020;
- exprimer le potentiel des ressources humaines, scientifiques et technologiques, d'infrastructures, économiques, de défense et de sécurité;
- créer les institutions d'une économie socialiste de marché;
- promouvoir la création d'emplois, les compétences et la productivité de la main-d'œuvre;
- renforcer la position du Viêt Nam sur la scène internationale.

Le cadre stratégique de réduction de la pauvreté (CSLP) du Viêt Nam, sa stratégie globale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté (CPRGS), a été approuvé par le Premier ministre en mai 2002. Il représente un progrès majeur par rapport aux précédents documents de planification et abandonne la perspective de «commande et de contrôle» de l'économie et les ambitions fondées sur des objectifs de production précis secteur par secteur. La CPRGS se concentre sur la réduction de la pauvreté et sur d'autres conséquences du développement, et elle fixe un programme de réforme qui s'articule autour de trois piliers centraux: l'achèvement de la transition vers une économie de marché, la garantie d'une gestion durable de l'environnement et de l'intégration sociale et l'instauration d'une gouvernance moderne. La CPRGS a guidé la majeure partie des donateurs qui soutiennent le Viêt Nam.

Le plan de développement socio-économique (PDSE) 2006-2010, approuvé par le Congrès du parti, puis par l'Assemblée nationale au printemps 2006, traduit les progrès effectués depuis 2001 en matière de développement économique, de réduction de la pauvreté et de réforme et reflète des défis plus récents tels que l'adhésion à l'OMC.

Les donateurs ont eu amplement l'occasion d'examiner et de commenter le projet de PDSE; une analyse conjointe du projet de septembre 2005 menée par l'UE et le «groupe de donateurs qui partagent des

⁶ Résumé de l'Agenda 21 du Vietnam, 2002:4.

points de vue similaires» figure à l'annexe 4. Cette analyse, ainsi que les domaines concernés, ont été présentés lors de la réunion du groupe consultatif de décembre 2005.

Une approche participative, nettement plus axée sur les résultats que ne l'était la précédente et recourant considérablement aux indicateurs, a été adoptée lors de la préparation du PDSE. Le plan est créé dans le cadre de la SDSE et vise à remplacer la CPRGS. Tous les partenaires de développement du Viêt Nam, conformément à la déclaration de Paris du 2 mars 2005, relative à l'efficacité de l'aide, et à la déclaration de Hanoi (*Hanoi Core Statement*), qui adapte les dispositions de la déclaration de Paris au contexte vietnamien, se sont engagés à aligner leur soutien sur le PDSE vietnamien (voir également la section 3.4).

Évaluer le processus de réforme⁷

Le calendrier des réformes au Viêt Nam s'appuie sur la CPRGS, la SDSE (qui s'étend sur dix ans) et les deux PDSE (pour 2001-2005 et 2006-2010). La CPRGS vise la réalisation de plusieurs objectifs en matière de croissance équitable, de renforcement institutionnel et de transition vers une économie de marché, renonçant au système de planification de type «commande et contrôle» en faveur d'une approche davantage centrée sur les résultats et la consultation. La réduction de la pauvreté sous-tend le programme en se concentrant sur les objectifs de développement du Viêt Nam. Le gouvernement intègre ces principes au prochain PDSE 2006-2010, qui vise à remplacer la CPRGS. Toutefois, il reste encore beaucoup à faire pour le transformer en un outil d'alignement opérationnel. Afin de contribuer à ce processus, le rapport annuel sur le développement du Viêt Nam (RDV) en 2006, préparé par la Banque mondiale, s'attache notamment à identifier les actions à entreprendre pour une mise en œuvre volontariste du PDSE. Pour la première fois, l'élaboration du RDV a été élargie afin d'inclure l'ensemble de la communauté des donateurs et de promouvoir ainsi l'harmonisation des aides. Le crédit d'aide à la réduction de la pauvreté (CARP) de la Banque mondiale, cofinancé par la CE et le processus du groupe consultatif (GC), est le principal forum de dialogue entre les donateurs et le gouvernement au sujet de la conception et des progrès de la réforme.

De nombreux domaines ont vu des progrès considérables, mais il reste encore beaucoup à faire:

Réforme des finances et de l'administration publiques: la législation (par ex., la loi modifiée de 2004 sur le budget de l'État) a accéléré la décentralisation en améliorant l'efficacité et la réalité des dépenses publiques (de 50 % actuellement, au niveau régional et local). Les aides globales aux provinces, alliées à des recettes propres nettes, ont amené des transferts de redistribution importants depuis les provinces riches vers les provinces pauvres. Toutefois, les dotations versées à des niveaux de gouvernement moins élevés (les districts et les communes) ne sont pas encore suffisamment transparentes ou suffisamment axées sur la pauvreté. L'augmentation de l'autonomie des services de gestion des fonds publics a amélioré l'efficacité; davantage de patients sont soignés et plus d'enfants sont scolarisés. Toutefois, d'aucuns continuent de craindre que certains services de base soient compromis au détriment des bénéficiaires les plus démunis et en faveur d'activités lucratives, notamment afin de financer les augmentations de salaires.

Planification et prévisions budgétaires: la planification pluriannuelle de la préparation budgétaire est introduite au moyen de quatre cadres de dépense à moyen terme pour des secteurs pilotes. On espère que cette initiative, associée à une meilleure évaluation des projets et une meilleure coopération entre les

⁷ Rapport de développement sur le Vietnam 2005; CARP 4, documents de programmation.

ministères de la planification et de la défense, redressera le déséquilibre entre le capital de l'État et les dépenses récurrentes⁸.

Climat d'investissement: inspirées par l'adhésion à l'OMC et la nécessité de répartir équitablement le terrain entre les entreprises privées et publiques, de nombreuses réformes commerciales et juridiques sont en cours de préparation et de mise en œuvre, parmi lesquelles: les nouvelles lois sur le développement et l'investissement commun des entreprises, une nouvelle législation foncière, une nouvelle législation douanière centrée sur la facilitation du commerce plutôt que sur le contrôle, un nouveau cadre pour la restructuration des institutions de microfinance, une loi sur l'électricité (2004) visant à restructurer le secteur de l'énergie et des mesures visant à restreindre le nombre de secteurs dans lesquels l'intervention de l'État se justifie. Toutefois, la réforme des entreprises et des banques commerciales d'État («*equitisation*», notamment) progresse lentement, les ventes des entreprises publiques par le gouvernement n'équivalent fin 2004 qu'à 10 % du capital public global.

2. VUE D'ENSEMBLE DE LA COOPÉRATION PASSÉE ET ACTUELLE AVEC LA CE

3.1 Vue d'ensemble de la coopération passée et actuelle avec la CE

La coopération bilatérale de la CE avec le Viêt Nam a commencé en 1989 avec un programme de soutien à l'intégration des réfugiés de retour au Viêt Nam. Jusqu'en 2006 inclus, la CE a consacré un total de 299 millions d'euros au Viêt Nam. L'objectif principal de la première stratégie de coopération de la CE pour le Viêt Nam, approuvé en 1996, était de consolider la transition en cours vers une économie de marché lancée par le programme vietnamien «*doi moi*», en contribuant à atténuer les coûts sociaux de cette transition. L'objectif global du document de stratégie par pays de la CE pour 2002-2006 était de faciliter et d'accélérer la réduction de la pauvreté de manière durable. Pour cette période, le budget s'élevait à 162 millions d'euros et le soutien de la CE se concentrait deux priorités qui reflétaient les deux principaux défis auxquels le Viêt Nam était confronté:

- **Le renforcement du développement humain (78 millions d'euros).** Celui-ci a été réalisé notamment au moyen d'un développement rural intégré visant quelques-unes des provinces les plus démunies et via des projets bilatéraux dans les secteurs de la santé et de l'éducation visant à soutenir le programme gouvernemental au niveau national, régional et local.

- La modification de la loi sur l'éducation et la reconnaissance gouvernementale du système d'information sur la gestion et l'éducation (EMIS), créé dans le cadre de ce projet, en tant que système national sont les principaux résultats du soutien au projet du ministère de l'éducation. Par ailleurs, un programme de soutien pour la rénovation de la gestion éducative et un autre en faveur de la politique sectorielle ont été lancés, et la CE y participe avec plusieurs autres donateurs.

- Le programme de développement du système de santé (HSDP) a contribué à augmenter la qualité des services de santé dans trois provinces au moyen d'une aide technique (l'équipement et la formation du personnel de santé). La mise en œuvre du programme de santé pour les hauts plateaux du nord et les montagnes du centre du Viêt Nam, qui vise en particulier les minorités ethniques, a débuté en 2006.

- **L'intégration du Viêt Nam dans le système économique international (46 millions d'euros),** au moyen d'un soutien à la réforme en faveur d'une économie orientée vers le marché et d'une intégration du Viêt Nam aux structures économiques mondiales et régionales. Les actions comprennent le développement des PME et du secteur privé, le développement institutionnel, notamment de

⁸ En 2005, les opérations et l'entretien ne constituaient que 17 % du budget de l'État et étaient largement sous-financées dans les secteurs de l'agriculture et du transport.

l'Assemblée nationale, du ministère de la justice et du ministère des finances, des activités liées à la gouvernance et un soutien en matière commerciale.

Une aide intersectorielle (38 millions d'euros) est également apportée via une contribution au **crédit d'aide à la réduction de la pauvreté (CARP) et des mesures complémentaires de renforcement des capacités**, dont l'objectif général est de fournir un budget d'ensemble à la stratégie globale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté, et un «**mécanisme en faveur des petits projets**», qui fournit des subventions pour des activités à petite échelle. Les priorités des programmes indicatifs nationaux pour 2002-2004 et 2005-2006 et les montants alloués à chaque domaine d'action sont présentés dans un tableau figurant à l'annexe 6.

En plus du soutien qu'elle apporte au Viêt Nam via son programme de coopération bilatérale, la Commission européenne fournit également de l'aide à travers un large éventail d'initiatives financées via des lignes budgétaires thématiques (pour les organisations non gouvernementales) et des programmes de subvention dans toute l'Asie tels que Asia-Invest (qui offre des subventions pour des projets communs entre des organisations commerciales européennes et asiatiques), Asia ITC (qui vise à soutenir la société de l'information), Asia Urbs (aide à la coopération et à la mise en réseau des villes), Asia-Link (une aide aux institutions d'enseignement supérieur) et Asia Pro-Eco (aide en faveur des projets liés à l'environnement). La Commission s'efforce d'instaurer des liens et des synergies entre ces projets et les projets bilatéraux. On estime que, toutes lignes budgétaires confondues, la CE a mis quelque 40 millions d'euros par an en moyenne à la disposition du Viêt Nam entre 2002 et 2005. Une liste complète des initiatives soutenues par la CE au Viêt Nam figure à l'annexe 7 ci-jointe.

Aide humanitaire et préparation aux catastrophes: au Viêt Nam, ECHO a fourni environ 4 millions d'euros à 15 projets dans le domaine de la réduction des catastrophes depuis 1998. DIPECHO compte actuellement 5 partenaires au Viêt Nam, qui aident principalement les communautés vulnérables en leur permettant de se préparer aux inondations, aux typhons et aux sécheresses qui frappent régulièrement les mêmes régions. Les projets sont menés par des organisations humanitaires en étroite coopération avec les autorités locales et la population. Ils mettent en pratique les orientations stratégiques d'ECHO pour la politique de la CE en Asie du Sud-Est, en se limitant à un objectif concentré géographiquement et en traitant un type de danger spécifique. Dans le but d'améliorer la durabilité et l'efficacité de l'aide, la CE intègre «la préparation aux catastrophes» à la politique de développement au Viêt Nam en tant que composante standard de celle-ci.

Il convient de noter que la BEI a signé un accord-cadre avec le Viêt Nam en 1997 et a, depuis lors, financé un certain nombre de projets. En juin 2005, elle a approuvé une contribution de 30 millions d'euros au ministère des finances dans le but de créer une ligne de crédit.

3.2 Enseignements tirés de l'aide communautaire passée

Un examen indépendant du DSP 2002-2006⁹, des évaluations de projets individuels et des évaluations communes entre la CE et le Viêt Nam donnent lieu aux conclusions suivantes:

- il convient d'aligner la stratégie de coopération et les initiatives mises en œuvre dans le cadre de la stratégie du gouvernement vietnamien (par ex. la stratégie globale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté);

⁹ Rapport final du Vietnam sur la mission d'examen stratégique et de programmation pour les stratégies de coopération avec le Cambodge et le Vietnam (Contrat cadre EuropeAid/116548/C/SV, lettre de contrat n° 2004/97094), 15 juillet 2005.

- dans l'ensemble, les projets ont été réalisés avec succès et la majeure partie des objectifs ont été atteints en matière d'aide au développement humain ou de progrès vers une intégration totale dans l'économie mondiale;
- si certains projets ont souffert de retards considérables lors du lancement, pour diverses raisons, les résultats se sont grandement améliorés avec la décentralisation des responsabilités de Bruxelles à la délégation de la CE à Hanoi en matière de gestion de l'aide;
- l'efficacité de l'aide de la CE au Viêt Nam serait renforcée par une concentration plus étroite sur les secteurs;
- les initiatives qui impliquent un niveau élevé de responsabilité locale ou gouvernementale ont eu plus de succès dans la réalisation des objectifs et leurs activités se sont révélées plus durables que celles des projets qui n'ont pas été totalement intégrés aux systèmes gouvernementaux. L'appropriation locale est accrue grâce à une transition vers une gestion décentralisée et une augmentation des responsabilités financières et contractuelles;
- la Commission européenne au Viêt Nam est parvenue à entamer une transition d'une approche fondée sur des projets d'assistance technique indépendants traditionnels vers une approche sectorielle et une aide budgétaire générale et ciblée. Une stratégie gagnante pour l'avenir implique une combinaison d'assistance technique et d'aide budgétaire/sectorielle;
- pendant la durée du DSP, la CE au Viêt Nam a de plus en plus coordonné la planification et la réalisation de la coopération avec les autres donateurs, en particulier avec les États membres de l'UE;
- la décentralisation, avec une gestion par la délégation de la CE à Hanoi des projets bilatéraux et des projets financés via les lignes budgétaires des ONG et les programmes couvrant toute l'Asie (par ex. Asia-Invest), a permis d'établir des liens plus forts entre les deux.

Des enseignements spécifiques ont été tirés des évaluations et des expériences d'initiatives de coopération de la CE dans divers domaines:

Développement rural. Deux projets de développement rural importants, l'un dans les provinces de Cao Bang et de Bac Kan, l'autre dans la province de Nghe An (projet de sylviculture sociale et de conservation de la nature) se sont achevés fin 2004. Les évaluations finales ont montré que ce dernier avait atteint ses objectifs de manière plus complète parce qu'il était mieux intégré à l'administration locale. L'initiative pour les provinces de Cao Bang et de Bac Kan, qui comprenait un programme détaillé en matière d'agriculture, de sylviculture et d'infrastructures à petite échelle, a souffert d'avoir été menée en externe par rapport aux autorités provinciales, et si les résultats sont satisfaisants dans l'ensemble, la durabilité de certaines activités est discutable. Un autre projet de développement rural intégré dans les provinces de Son La et de Lai Chau a pris fin en octobre 2005 et s'est avéré très fructueux, notamment en matière d'agriculture, d'éducation de base et de sylviculture; les autorités provinciales se sont engagées à garantir la durabilité du programme; les résultats au niveau du réseau routier étaient moins satisfaisants.

Secteurs sociaux. Un projet crucial dans le domaine de la santé, le programme de développement des systèmes de santé (HSDP), et un autre dans celui de l'éducation, l'aide au ministère de l'éducation et de la formation (SMoET), se sont achevés fin 2004/début 2005. Les évaluations finales ont indiqué que le SMoET, qui se concentrait sur le renforcement des capacités, avait donné des résultats complets en matière de consolidation durable de la gestion et avait été un facteur de changement puissant, tandis que le HSDP avait permis de fournir de grandes quantités d'équipements pour les hôpitaux mais bénéficiait d'un niveau de durabilité incertain pour n'avoir pas été suffisamment ancré dans les systèmes gouvernementaux.

Environnement. Dans le domaine de l'environnement, la CE soutient essentiellement le Viêt Nam au moyen de projets bilatéraux (par ex. le projet de sylviculture sociale et de conservation de la nature), de programmes régionaux et de programmes couvrant toute l'Asie (par ex. le programme CE-PNUD de petites subventions pour les forêts tropicales et Asia Pro-Eco). Des subventions ont également été offertes via le financement d'ONG. La CE est active au sein du programme d'aide et du partenariat entre le gouvernement et les donateurs dans le secteur de la sylviculture (FSSP et P), et a commencé en 2005 à fournir un soutien aux activités financées par plusieurs donateurs et dirigées par le gouvernement (la base d'une approche sectorielle) ancrées dans le FSSP et P. Comme dans d'autres domaines, les activités de la CE ont connu un plus grand succès lorsqu'elles étaient réellement intégrées aux politiques et aux structures gouvernementales.

Coopération économique. Les évaluations du soutien de la CE en matière de coopération économique se sont concentrées sur le Fonds de développement des petites et moyennes entreprises (SMEDF) et le MUTRAP. Elles donnent à penser que la CE est parvenue à fournir un soutien relativement efficace au Viêt Nam grâce à ses atouts et à sa compétence dans ces domaines. Les projets d'aide liée au commerce accordent souvent une importance toute particulière au renforcement institutionnel de l'agence responsable de leur mise en œuvre et à la sensibilisation aux questions commerciales parmi les responsables vietnamiens des divers ministères concernés. En outre, ils ont clairement contribué aux prodigieux progrès des négociations d'adhésion du Viêt Nam à l'OMC, influant ainsi sur la politique commerciale du Viêt Nam et sur le processus de réforme de la réglementation et permettant d'identifier les conditions à remplir afin d'améliorer la conformité avec les accords commerciaux régionaux et internationaux dont le Viêt Nam fait partie. De manière générale, les projets se sont alignés sur l'évolution du programme de réforme économique et politique et notamment sur le crédit d'aide à la réduction de la pauvreté III et le projet d'aide au secteur privé (PSSP). Par ailleurs, des synergies fructueuses ont été créées entre les projets de la CE et ceux d'autres donateurs.

3.3 Programmes des États membres de l'UE et des autres donateurs

Le Viêt Nam reçoit environ 6 % de son PIB en subventions et en prêts concessionnels. Entre 1994 et 2004, les donateurs se sont engagés à verser un total de 26 milliards de dollars d'aides au Viêt Nam. Les engagements en matière d'APD ont constamment augmenté ces dix dernières années, passant de 1 à 3,7 milliards de dollars par an. L'APD comprend essentiellement des prêts concessionnels (85 %), provenant principalement de trois acteurs (Japon/BM/BAsD). Il existe un écart important (de 40 %) entre les engagements et les paiements. Au niveau financier, les grandes infrastructures, le soutien politique et institutionnel, le développement rural et le développement humain sont les secteurs qui perçoivent le plus d'aides au Viêt Nam.

En 2003, 25 donateurs bilatéraux se sont ajoutés à la Banque mondiale, à la Banque asiatique de développement, aux agences de l'ONU et aux autres organisations multilatérales afin d'apporter une aide au Viêt Nam. En 2003, le total des versements s'élevait à un peu plus de 2 milliards de dollars. Les quatre principaux donateurs étaient le Japon, la Banque mondiale, la BAsD et la France. L'Union européenne (tous les États membre et la CE) était le troisième donateur et demeure de loin le plus grand pourvoyeur de subventions. 13 États membres de l'Union européenne et la Commission européenne fournissent une aide au développement au Viêt Nam. Les donateurs de l'UE ont déboursé 492 millions d'euros au total en 2005¹⁰. La même année, la France était le principal donateur de l'UE en termes de paiements, suivie du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Allemagne, de la Commission européenne et des Pays-Bas. Une description succincte des priorités et des activités des différents donateurs de l'UE et des autres principaux donateurs figure à l'annexe 10.

¹⁰ Source: «Livre bleu de l'UE» 2004.

3.4 Efficacité, coordination et harmonisation de l'aide

Les efforts visant à augmenter l'efficacité de l'aide au Viêt Nam, notamment via l'harmonisation et la coordination, sont sérieux et les progrès ont été satisfaisants. À la lumière du premier forum de haut niveau (FHN) qui s'est tenu à Paris en 2003, le gouvernement vietnamien a créé un plan d'action pour l'harmonisation, dont la réalisation était soutenue par plusieurs donateurs et groupes de donateurs. Le groupe pour l'efficacité de l'aide (PGAE) a été créé au début 2004 et rassemble le gouvernement, les donateurs et les groupes de donateurs (par ex., l'UE) dans le but de hâter les progrès.

Après le FHN II de Paris en mars 2005, le PGAE a rédigé la déclaration de Hanoi¹¹, rattachée à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et approuvée formellement par le gouvernement et par les donateurs lors de la réunion de mi-parcours du groupe consultatif en juin 2005, dans laquelle ils s'engagent sur des objectifs spécifiques dans les domaines suivants: l'appropriation, l'alignement, l'harmonisation et la simplification, la gestion axée sur les résultats et la responsabilisation mutuelle.

En 2002, le Viêt Nam a été nommé pays pilote pour la coordination communautaire en matière de politiques et d'harmonisation des procédures. En mai 2003, les donateurs de l'UE se sont accordés sur un plan d'action. En février 2005, celui-ci a été remplacé par une feuille de route qui reflète les conclusions du Conseil «Affaires générales et relations extérieures» de l'UE de novembre 2004 et qui lie fermement le processus d'harmonisation et de coordination aux efforts du gouvernement vietnamien. La feuille de route qui, entre autres, décrit les succès de l'UE en matière d'harmonisation et de coordination, prévoit l'alignement des stratégies des donateurs CE/États membres de l'UE sur le PDSE 2006-2010, une analyse commune du PDSE 2006-2010 et la définition, dans ce cadre, de priorités et de domaines d'attention communs; l'harmonisation et la coordination de l'aide communautaire apportée au Viêt Nam, à la fois au sein de l'UE et au sein de la communauté élargie des donateurs, c.-à-d. le financement commun de divers secteurs (notamment celui de la santé) et l'apport d'une aide budgétaire (par ex., via le crédit d'aide à la réduction de la pauvreté - CARP). En sus du PDSE, les stratégies sectorielles et provinciales sont à des stades de préparation différents et fourniront des directions supplémentaires précieuses en vue d'un alignement des donateurs.

L'Union européenne joue un rôle central dans la tâche plus large d'harmonisation, notamment avec une co-présidence du PGAE de la part de la Commission européenne pour le compte de l'UE dans la première moitié de 2005 et le parrainage (par la CE) d'un conseiller sur l'harmonisation de l'APD pour le ministère de la planification et de l'investissement et pour le PGAE. La CE et les États membres de l'UE sont profondément engagés dans divers groupes de travail en vue de la mise en œuvre de la déclaration de Hanoi, notamment dans les domaines de la gestion des finances publiques et de l'harmonisation des normes de dépenses locales. Plusieurs initiatives de la Commission européenne sont en cours ou en préparation, financées conjointement par l'UE et par d'autres donateurs. Parmi ces initiatives, on compte le CARP (avec les Pays-Bas, le Royaume-Uni, le Danemark, la France, le Canada, la Banque mondiale, le Japon et la BASD, et peut-être l'Espagne, la Belgique et l'Allemagne), le soutien budgétaire ciblé pour l'éducation (avec le Royaume-Uni, la Belgique, l'Espagne, le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Banque mondiale), un fonds fiduciaire multi-bailleurs pour la gestion des finances publiques (avec les Pays-Bas, le Danemark, la Suède, le Royaume-Uni, la Norvège, le Canada et la Suisse), un appui institutionnel à l'Assemblée nationale (avec le Danemark) et un soutien à la sylviculture (avec la Banque mondiale, les Pays-Bas et l'Allemagne).

¹¹ Adoptée par le Premier ministre Phan Van Khai le 28 septembre 2005.

3.5 Dosage des politiques

L'accord de coopération CE-Viêt Nam fixe le cadre de la coopération CE-Viêt Nam en garantissant la cohérence entre toutes les politiques communautaires. Lors de la mise en œuvre de la présente stratégie, une attention toute particulière sera portée aux évolutions dans les autres domaines d'action de l'UE tels que le commerce, l'investissement, la politique sociale, l'égalité des chances, l'éducation et la culture, la recherche et le développement, l'environnement et la justice et les affaires intérieures afin de garantir leur cohérence.

Le soutien de la CE au Viêt Nam est conforme à une série de politiques communautaires extérieures au cadre direct du programme par pays. La coopération communautaire avec le Viêt Nam va dans le sens des priorités convenues lors du sommet de Johannesburg sur le développement durable et des conclusions du sommet de l'ONU sur le développement humain et social et de la promotion de l'emploi productif et du travail décent en tant qu'instruments clés de la réduction de la pauvreté.

La nature transversale de la gestion durable des ressources est une préoccupation centrale dans le contexte du développement rural et dans le cadre de l'atténuation des conséquences sociales de la réforme.

Dans le cadre de l'aide liée au commerce prévue dans le présent document de stratégie, l'évolution des politiques commerciales sera surveillée de près, notamment celles qui concernent les négociations avec l'OMC, les progrès du processus TREATI de dialogue en matière de régulation et la mise en œuvre des recommandations du «groupe de vision» de haut niveau visant à renforcer le partenariat économique UE-ANASE, qui comprend la possibilité d'un ALE. La CE s'assurera également que l'aide de l'UE au Viêt Nam est en corrélation avec les actions menées au niveau régional dans le contexte de l'accord de coopération CE-ANASE de 1980 et de la communication sur un «nouveau partenariat avec l'Asie du Sud-Est» de 2003.

En ce qui concerne l'emploi, la politique sociale et l'égalité des chances, il convient de mettre particulièrement l'accent sur le renforcement de la dimension sociale de la mondialisation et sur la promotion du travail décent en tant qu'objectif mondial. Certaines questions connexes sont traitées via la coopération communautaire régionale d'ASEM (par ex., les questions sociales liées à la mondialisation). Par ailleurs, des thèmes connexes pourraient être introduits dans le dialogue et la coopération stratégiques avec le Viêt Nam.

L'aviation civile est un élément concret des relations extérieures de la Communauté avec les pays tiers, qui comporte un accent spécifique sur les questions de sûreté et de sécurité et qui a un effet concret sur les passagers voyageant au départ et à destination de l'Union européenne. En 2006, la Commission a signé un accord avec le Viêt Nam en matière de transport aérien afin de rendre les accords bilatéraux actuels conformes au droit communautaire.

En ce qui concerne les questions de justice et d'affaires intérieures (JAI), certaines d'entre elles sont traitées dans le cadre de la coopération communautaire régionale de l'ANASE et de l'ASEM (par ex., la migration et la lutte contre le terrorisme). Par ailleurs, la Commission a intégré ces thèmes au dialogue stratégique avec le Viêt Nam lors de la réunion de la commission mixte en 2003 et s'est accordée avec le gouvernement vietnamien sur des consultations ultérieures et sur l'étude d'un dialogue et d'une coopération approfondis.

En ce qui concerne la gouvernance et les droits de l'homme, plusieurs projets (soutien au renforcement des institutions, IEDDH, mécanisme en faveur des petits projets) constituent les fondations du dialogue UE-Viêt Nam dans ce domaine.

La Commission a présenté le plan d'action communautaire relatif à l'application des réglementations forestières, à la gouvernance et aux échanges commerciaux (FLEGT) lors de la réunion de la commission mixte CE-Viêt Nam de 2003, lorsque les deux parties ont convenu que le dialogue sur le FLEGT devait se poursuivre dans le cadre du partenariat de soutien au secteur forestier. Le FLEGT fait maintenant partie intégrante du soutien de la CE au secteur forestier.

3. STRATÉGIE DE RÉPONSE DE LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE 2007 - 2013

4.1 Explication de la réponse et du choix des secteurs prioritaires

Le Viêt Nam est dans un processus de transition. Si le taux de croissance actuelle se poursuit, il perdra probablement le statut de pays à faible revenu vers la fin de la période de validité du présent document de stratégie. Toutefois, malgré des progrès remarquables sur la voie des OMD, le Viêt Nam demeure un pays pauvre (le PIB par habitant s'élevait à 635 dollars en 2005), nécessitant un investissement gigantesque dans ses infrastructures de base afin de couvrir les besoins essentiels de la population. La stratégie de réponse de la CE est tournée vers l'objectif global de réduction de la pauvreté, tout en permettant le passage progressif d'un soutien concentré principalement sur la réduction de la pauvreté à un soutien accru à la réforme de l'économie et de la gouvernance, et vers l'intégration à l'économie mondiale. Elle vise donc à renforcer les systèmes du gouvernement afin qu'ils puissent acheminer les ressources pour renforcer la croissance, renforcer la réduction de la pauvreté et promouvoir la réalisation des OMD et des objectifs de développement du Viêt Nam.

La stratégie de réponse prévoit un alignement complet sur la stratégie du gouvernement (PDSE 2006-2010) qui respecte l'engagement pris par les donateurs dans la déclaration de Hanoi, le soutien du Viêt Nam dans ses progrès sur la voie de ses objectifs de développement (des OMD localisés), une coordination étroite avec les autres donateurs et un engagement continu de la CE et de l'UE dans l'harmonisation et la coordination menées par le gouvernement, ainsi que la fourniture d'une grande partie de l'aide à travers un soutien budgétaire et sectoriel (dans l'intérêt de l'efficacité de l'aide, de la durabilité, de la réduction des coûts de transaction, du dialogue stratégique et de l'appropriation du gouvernement et de la coordination avec les autres donateurs). En sus du PDSE, des stratégies sectorielles et provinciales seront prises en considération afin de définir des actions qui recevront le soutien de la CE.

La stratégie de réponse a été préparée en consultation étroite avec les États membres de l'UE et les autres donateurs, qui ont été consultés à diverses étapes de l'élaboration. La société civile a également été consultée. Une réunion de coordination avec les ONG a été organisée par l'intermédiaire du centre de ressources des ONG de Hanoi afin d'examiner la stratégie. Une réunion a également eu lieu avec le Front de la patrie (*Fatherland Front*), un groupe qui chapeaute les «mouvements de masse» au Viêt Nam.

La stratégie de réponse apporte une valeur ajoutée en tenant compte de l'avantage comparatif de la CE dans sa capacité à établir le lien entre le commerce, l'aide et le développement. En s'alignant réellement sur les stratégies gouvernementales, elle encourage les États membres de l'UE à faire de même. Elle se fonde sur les programmes et les projets lancés au titre du premier DSP, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et du commerce ainsi que sur les premières expériences en matière d'approche

sectorielle et de soutien budgétaire global (le dispositif du CARP). Elle reflète également l'engagement de la CE et ses réussites sur les questions de gouvernance. Dans le but d'améliorer l'efficacité et d'accroître les effets produits, elle se concentre sur un nombre moins important de domaines, ce qui permet de concentrer l'expertise sur des domaines clés d'aide.

En gardant à l'esprit l'accent important placé sur la pauvreté dans le cadre du PDSE, qui est apprécié et reconnu par la communauté des donateurs, la stratégie de réponse s'accorde avec l'objectif global de réduction de la pauvreté exposé dans la déclaration conjointe du Conseil et de la Commission sur la coopération au développement de novembre 2000, et avec les objectifs déclarés de la stratégie Asie-CE, de la stratégie pour l'Asie du Sud-Est et de l'accord bilatéral de coopération CE-Viêt Nam (pour plus d'informations, voir l'annexe 5).

Dans le cadre de l'instrument de coopération au développement (ICD), un montant indicatif de 304 millions d'euros a été alloué au Viêt Nam pour la période 2007-2013. Cette dotation sera répartie comme suit:

Programme indicatif pluriannuel I, portant sur la période 2007-2010: 160 millions d'euros
Programme indicatif pluriannuel II, portant sur la période 2011-2013: 144 millions d'euros.

La stratégie CE-Viêt Nam pour 2007-2013 se concentre sur: (i) l'aide au plan de développement socio-économique du Viêt Nam et (ii) l'aide au secteur de la santé.

Des actions dans le domaine de l'aide liée au commerce et le soutien au dialogue stratégique CE-Viêt Nam, notamment un soutien aux activités identifiées dans le sous-groupe CE-Viêt Nam sur la «Coopération dans le renforcement d'institutions, la réforme administrative, la gouvernance et les droits de l'homme» sont également prévues pendant la période de ce document de stratégie.

La stratégie répond également à la communication sur le «nouveau partenariat avec l'Asie du Sud-Est», adoptée par la Commission européenne en juillet 2003, qui définit une stratégie globale pour les relations de l'UE avec cette région. La communication identifie en particulier un certain nombre de priorités stratégiques, parmi lesquelles le développement des pays moins prospères et l'intensification du dialogue et de la coopération dans des domaines d'action particuliers qui sont spécifiquement traités dans cette stratégie.

4.2 Questions transversales

Les questions de genre seront intégrées à tous les secteurs couverts par le document de stratégie. Comme pour le dialogue stratégique relatif au dispositif du CARP, cette question occupera une place prééminente dans le cadre du dialogue stratégique relatif au financement du PDSE et figurera parmi les déclencheurs d'un soutien continu et éventuellement accru. Le recrutement et l'affectation de personnel féminin à tous les niveaux est encouragé. Des formations sur les questions de genre seront mises en œuvre à tous les niveaux. Dans le secteur de la santé, la CE améliorera les connaissances des décideurs politiques, grâce à un dialogue stratégique sectoriel, afin que les nouvelles stratégies en matière de santé tiennent compte de cette question. Via les programmes, des activités spécifiques seront menées pour permettre aux femmes de prendre conscience de leur droit à des soins de santé de qualité et du contrôle dont elles disposent sur leur bien-être physique et psychologique. Les femmes seront également encouragées à participer au processus de consultation à tous les niveaux de prise de décision en matière

de santé génésique, d'alimentation et d'obstacles socioculturels/liés au sexe dans l'accès aux services de santé.

À la suite de l'analyse du programme d'action du gouvernement sur le VIH/sida, notamment en ce qui concerne la santé génésique, la lutte contre le VIH/sida a été pleinement intégrée au processus de programmation en tant que question transversale. Une attention particulière sera accordée aux possibilités de lutte contre le VIH/sida dans les programmes mis sur pied dans les secteurs de concentration définis par la stratégie communautaire.

L'intégration adéquate de la **thématique environnementale** est également une composante fondamentale du dialogue stratégique relatif au PDSE. Les évaluations environnementales stratégiques pilotes menées pour certains secteurs sélectionnés dans le cadre du CARP seront à nouveau étendues et deviendront la règle générale, en sus d'exigences plus spécifiques dans les domaines juridiques et de renforcement des capacités. En ce qui concerne le secteur de la santé, les questions liées à l'environnement, telles que l'accès à l'eau potable et le traitement des déchets médicaux seront intégrés, le cas échéant. Enfin, dans le contexte du soutien au Viêt Nam dans ses efforts pour s'intégrer au système économique mondial, il pourrait être envisagé de l'aider à remplir ses obligations dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME). La CE fournira également un soutien dans ce domaine via des lignes budgétaires spécifiques.

La démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, notamment les droits des minorités ethniques/des populations autochtones, seront intégrés à tous les secteurs couverts par le document de stratégie.

4.3 Risques pour la stratégie

Les risques susceptibles de compromettre la mise en œuvre fructueuse du document de stratégie sont notamment les suivants:

- un retour en arrière du gouvernement vietnamien en ce qui concerne le programme de réformes;
- une baisse du soutien au programme d'harmonisation et de coordination;
- le contexte fiduciaire;
- un mécontentement populaire provoqué par l'augmentation des inégalités;
- les épidémies sanitaires (SRAS, grippe aviaire).

Afin d'atténuer les risques, la Commission européenne continuera d'apporter son soutien à la mise en œuvre du programme de réforme du Viêt Nam, en portant une attention particulière à la réforme de l'administration publique et à la gestion des finances publiques, au programme d'harmonisation et de coordination, à la réduction de l'exclusion sociale et de la pauvreté et aux réformes dans le secteur de la santé.

4.4 Les principaux secteurs prioritaires

4.4.1 Secteur prioritaire n°1: aide au plan de développement socio-économique du Viêt Nam

Comme évoqué dans la partie 1, l'approche de type «commande et contrôle» du développement socio-économique du Viêt Nam se traduit par des stratégies qui s'étendent sur de longues périodes de dix ans (actuellement 2000-2010) composées de plans quinquennaux (actuellement, passage au plan de développement socio-économique 2006-2010). Ces outils de planification mettent en général l'accent sur la croissance et sur les réformes structurelles nécessaires, cristallisant ainsi la vision gouvernementale de l'industrialisation et de la modernisation en vue d'atteindre le statut de pays développé en 2020. Toutefois, le programme de réforme socio-économique a été progressivement influencé par une planification davantage centrée sur la pauvreté et fondée sur les résultats, qui a donné lieu à la stratégie globale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté (CPRGS) de 2002.

Le nouveau PDSE incorpore le contenu du CPRGS et vise à maintenir la croissance économique, en encourageant l'emploi productif et le travail décent et en renforçant la compétitivité industrielle du pays, en tenant dûment compte de la solidarité sociale, réduisant ainsi les disparités sociales et construisant une administration moderne, responsable et efficace. Les donateurs reconnaissent que ce plan s'attaque mieux au problème de la pauvreté que les précédents. Toutefois, les liens entre la croissance économique, la création d'emploi et l'amélioration du niveau de vie nécessitent davantage d'éclaircissements, tout comme la mise en place de priorités dans le domaine industriel et le moyen d'accélérer les réformes des entreprises publiques et des secteurs bancaire et financier afin de créer plus d'espace pour le développement du secteur privé.

La CE pourrait continuer à apporter son aide via le crédit d'aide à la réduction de la pauvreté (CARP) afin de soutenir efficacement le Viêt Nam dans la mise en œuvre de son programme de réformes, de garantir un développement durable et solidaire, un engagement et une volonté politique solides de la part du gouvernement, et de renforcer les systèmes gouvernementaux de manière durable.

Il s'agit d'un instrument d'aide budgétaire globale, dirigé par la Banque mondiale et axé sur les résultats, dont l'objectif général est d'améliorer l'efficacité de l'aide, comme le prévoit la déclaration de Hanoi, et de soutenir la réduction de la pauvreté. Le CARP aborde les trois principaux piliers de la stratégie globale en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté (CPRGS), à savoir la transition vers une économie de marché, la promotion de l'intégration sociale et d'une gestion durable de l'environnement et la gouvernance moderne. À partir de 2006, le CARP sera basé sur le PDSE 2006-2010.

Les fonds du CARP, qui suivent un cycle annuel, sont versés à condition que le gouvernement ait mené à bien un certain nombre d'actions préalables en lien avec les réformes. Ces actions sont définies par les donateurs qui soutiennent le CARP, en accord avec le gouvernement. Les fonds sont octroyés sous forme de prêts (de la Banque mondiale, par ex.) et de subventions (de donateurs bilatéraux tels que le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Danemark et la CE).

CARP 1, une opération de 250 millions de dollars effectuée en deux tranches en juin 2001, a soutenu le CSLP provisoire et visait principalement le programme économique de réforme structurelle, notamment: la libéralisation du commerce, la réforme des entreprises publiques, le renforcement du secteur bancaire, l'amélioration de l'environnement du secteur privé et l'amélioration de la gestion et de la transparence des finances publiques. CARP 1 était cofinancé par quatre donateurs (le Danemark, les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni) pour un montant de subventions équivalant à 43 millions de dollars.

CARP 2, une opération de 100 millions de dollars effectuée en une tranche en juin 2003, a soutenu le CPRGS et élargi son cadre au-delà de CARP 1 vers des actions stratégiques visant à conserver un développement solidaire et à organiser une gouvernance moderne, notamment via des mesures liées aux secteurs de l'éducation et de la santé, à la promotion d'une gestion durable de l'environnement, à la gestion des terres, au développement juridique et à la gestion des finances publiques. CARP 2 a été cofinancé par trois donateurs (NL, DK, UK) pour un montant de subventions s'élevant à 31 millions de dollars.

CARP 3 et, récemment, CARP 4 ont suivi la tendance vers un programme de réforme plus large (désormais 19 domaines d'action rassemblés par les principaux piliers du CPRGS) comportant davantage de donateurs associés (15 pour CARP 4) et des montants en augmentation (environ 1000 millions de dollars en cofinancement).

La Commission a commencé à soutenir le CARP en 2004 (CARP 3) et pourrait rester un cofinancier si le gouvernement progresse de manière satisfaisante dans la mise en œuvre des réformes. Sa participation au CARP a accru la participation de la CE au dialogue stratégique avec le gouvernement et a contribué à instaurer une coordination solide avec l'UE et les autres donateurs.

Le gouvernement vietnamien met également à disposition des fonds destinés aux communes les plus pauvres à travers un certain nombre de programmes de réduction de la pauvreté [comme le programme 135 et le programme d'éradication de la faim et de réduction de la pauvreté (HEPR)]. Les programmes cibles du gouvernement couvrent une palette d'initiatives destinées à réduire la pauvreté (par ex., la mise en place de petites infrastructures, les filets de sécurité sociale, les initiatives de création de revenus). L'évaluation des activités du HEPR et du programme 135 montre un taux de succès élevé pour le ciblage et une approche relativement équitable de l'attribution des ressources, qui sont en cours de révision dans le cadre d'un processus de refonte.

À la lumière d'évaluations positives supplémentaires de ces programmes, de l'expérience (jusqu'ici limitée) d'autres donateurs et de l'expérience propre de la CE en matière de programmes sectoriels ciblés (par ex., la santé et l'éducation), la CE peut également envisager d'apporter une aide par le biais de ces programmes gouvernementaux ciblés. Étant donné que ces programmes visent spécifiquement les régions montagneuses du centre du Viêt Nam, la participation de la CE pourrait être envisagée dans le cadre d'une initiative communautaire spécifique pour ces régions, que plusieurs États membres et la CE examinent actuellement.

4.4.2 Secteur prioritaire n° 2: aide au secteur de la santé

Bien que le Viêt Nam soit un pays à faible revenu, ses indicateurs de santé vitaux sont comparables à ceux des pays à revenu moyen. Néanmoins, il est encore confronté à d'importants défis, et de nouveaux défis se font jour du fait de la rapidité du développement économique du pays. En ce qui concerne l'éducation, le gouvernement est parvenu à résoudre les problèmes touchant le système de santé vietnamien.

Le niveau des dépenses gouvernementales dans le secteur de la santé est bien en-deçà du niveau jugé nécessaire: sur un total de 1,5 milliard de dollars destiné aux dépenses de santé en 2000 (derniers chiffres disponibles à ce jour), seuls 400 millions de dollars (soit 1,5 % du PIB) provenaient des dépenses publiques, le 1,1 milliard restant provenant de contributions privées. Les performances économiques ont augmenté les inégalités dans la société vietnamienne, occasionnant une diminution significative de l'accès aux soins de santé de base pour les pauvres, en particulier pour les minorités ethniques et pour les autres personnes vivant dans les zones rurales. L'infrastructure sanitaire est

suffisante mais les patients les plus démunis ne sont pas en mesure de payer pour les services et ceux qui en ont les moyens se rendent dans les grandes villes, dans des hôpitaux plus accessibles et mieux équipés.

Un besoin croissant de changement se fait donc sentir dans le système sanitaire vietnamien. Il est donc d'une importance capitale que le Viêt Nam définisse le rôle de l'État et le rôle du marché en matière de financement des soins de santé. L'assurance maladie a été instaurée au Viêt Nam il y a dix ans mais le système ne couvre qu'une petite portion (environ 10 millions de personnes en 1998) de la population vietnamienne (les fonctionnaires, le personnel des entreprises publiques et les vietnamiens embauchés dans des entreprises étrangères ou des organisations internationales). Dans le PDSE, les soins de santé et l'assurance maladie font l'objet d'une attention particulière, mais la traduction concrète de cette priorité dans une augmentation des dépenses publiques se fait encore attendre. Les problèmes de santé réduisent les revenus et engendrent la pauvreté; au Viêt Nam, les coûts médicaux condamnent les malades à la pauvreté. Des différences considérables existent en matière de santé entre les différents régions et groupes de population. En général, les indicateurs de santé dans le delta du Mékong, dans les régions montagneuses du centre et sur les hauts plateaux du nord sont bien pires que dans le reste du pays. Les taux de mortalité maternelle et infantile parmi les minorités ethniques peuvent être jusqu'à quatre fois supérieurs à la moyenne nationale et dans les régions montagneuses isolées, les taux de mortalité maternelle et infantile parmi les 20 % les plus démunis de la population sont en augmentation.

Par le passé, la CE a fourni une aide considérable au Viêt Nam dans le secteur de la santé, notamment via son programme de contrôle du paludisme et son programme de développement des systèmes sanitaires [*Health Systems Development Programme (HSDP)*]. La composante nationale du Viêt Nam dans le programme régional de contrôle du paludisme, qui soutient une stratégie gouvernementale d'éradication du paludisme et qui s'élève à 16 millions d'euros, a été très fructueuse, tandis que les 27 millions d'euros du HSDP, qui ne sont pas assez solidement ancrés dans les structures gouvernementales, ont eu un succès moins prononcé. En collaboration avec la Banque mondiale, la CE commence à fournir une aide pour les soins de santé en faveur des pauvres directement via le Fonds gouvernemental, qui cible les hauts plateaux du nord et les régions montagneuses du centre et va de pair avec une assistance technique pour améliorer le fonctionnement du fonds et pour engager la réforme du système de santé. Avec certains États membres de l'UE (les Pays-Bas, la France et la Suède), la CE demeure l'un des principaux donateurs dans le domaine de la santé et travaille étroitement avec les partenaires de l'UE afin d'améliorer la coordination entre les donateurs et le gouvernement dans ce secteur et de créer les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un programme sectoriel.

Tirant profit de son expérience en matière d'aide apportée via le Fonds pour les soins de santé en faveur des pauvres, la CE apportera de préférence, si les conditions le permettent, son soutien à travers une aide budgétaire sectorielle dans le cadre de la stratégie gouvernementale. Une assistance technique pourra être fournie, en collaboration avec les autres donateurs, afin d'accomplir le travail préparatoire nécessaire avant la mise en place d'un programme sectoriel et/ou d'aider à sa mise en œuvre. La CE s'efforcera de maximiser le potentiel de transfert des avantages liés aux expériences positives de l'UE dans le domaine du financement des soins de santé. La grippe aviaire fera l'objet une attention particulière, de même que le VIH/sida, selon l'ampleur de la prise en charge apportée par les autres donateurs.

4.5 Actions supplémentaires

En sus des deux secteurs prioritaires mentionnés ci-dessus, en encourageant le Viêt Nam à ouvrir encore plus son économie et à s'intégrer plus profondément dans le système commercial mondial, **l'aide liée au**

commerce, qui met un accent important sur le développement durable et la réduction de la pauvreté à travers la réforme de l'économie, permettra à la CE de maximiser ses compétences dans le domaine commercial. Cela permet d'établir un lien et une cohérence forts entre le travail de la CE dans le domaine de la coopération au développement et son rôle en tant qu'acteur essentiel dans le système commercial international.

L'aide liée au commerce est à même de jouer un rôle central dans la réduction des coûts sociaux, économiques et environnementaux dus à la libéralisation du commerce, en aidant le gouvernement vietnamien à remplir les engagements qui lui incombent au regard des accords internationaux *et, dans le même temps*, à user au mieux des *droits* garantis aux gouvernements dans le cadre de l'OMC, notamment en ce qui concerne la législation nationale qui vise à décider du degré d'ouverture commerciale du pays en fonction de ses besoins. Les actions dans ce domaine peuvent viser essentiellement à aider le Viêt Nam à s'acquitter des engagements à l'égard de l'OMC et à s'assurer qu'il parvient à tirer pleinement avantage de l'adhésion à l'OMC, en l'aidant à participer efficacement aux négociations commerciales multilatérales et aux éventuelles négociations de l'UE, ainsi qu'à en bénéficier. Cela comprend notamment le fait d'aider les parties prenantes à participer à l'élaboration de la politique commerciale et à l'amélioration de l'évaluation des effets des mesures de libéralisation commerciale, à faciliter le processus d'intégration économique au sein de l'ANASE, à renforcer la capacité du gouvernement et des entreprises à gérer l'évolution des normes de santé, d'hygiène, de sécurité, de droits fondamentaux des salariés et celle des exigences en matière d'environnement afin d'obtenir l'accès au marché de l'UE, et à soutenir l'instauration des conditions propices au développement du secteur privé et du marché du travail. Un soutien est également nécessaire afin d'aider le gouvernement et les provinces du Viêt Nam à prévoir et à limiter les conséquences négatives de la réforme commerciale sur les pauvres et sur l'environnement, et à mettre en place des mesures volontaristes pour encourager la participation des pauvres au commerce. L'aide sera apportée en collaboration avec les autres donateurs dans le cadre d'un programme mené par le gouvernement, sur la base d'une évaluation globale des besoins commerciaux menée avec l'aide de la CE et qui garantit la flexibilité et la promptitude de la réaction aux circonstances et aux besoins, qui évoluent rapidement. Les actions se fondent sur l'évaluation des besoins commerciaux effectuée en 2005. La CE continue à fournir une aide directe au Viêt Nam afin de lui faire partager ses expériences communautaires, notamment l'expérience des nouveaux États membres en matière de transition, et renforcer ses liens économiques avec l'Europe.

La CE soutient le **dialogue stratégique CE-Viêt Nam** dans le cadre de l'accord bilatéral de coopération. En particulier, le sous-groupe sur la «**Coopération en matière de renforcement des institutions, de réforme administrative, de gouvernance et des droits de l'homme**», qui a été créé dans le cadre de l'accord de coopération CE-Viêt Nam, présentera des suggestions d'activités de coopération à venir en vue d'améliorer les résultats du Viêt Nam dans ces domaines. D'autres actions liées à la gouvernance peuvent également être envisagées. La CE continue également sa coopération constructive avec le Viêt Nam dans un certain nombre de domaines couverts par cet accord. Par ailleurs, le **plan pour les relations Viêt Nam-UE** adopté récemment par le gouvernement vietnamien peut également fournir des suggestions d'activités de coopération. Le principal dispositif de mise en œuvre de ces actions peut être le **mécanisme en faveur des petits projets**, un mécanisme qui vise à soutenir des actions restreintes ayant une grande visibilité.

4.6 Programmes régionaux et thématiques

Dans le contexte de la coopération avec le Viêt Nam et des interventions prévues dans le cadre du présent document de stratégie, la Commission compte poursuivre les interventions thématiques dans les domaines suivants:

- démocratie et droits de l'homme: les activités se déroulant dans le cadre du sous-groupe sur la «Coopération en matière de renforcement des institutions, de réforme administrative, de gouvernance et des droits de l'homme» s'accompagnent d'activités financées dans le cadre de ce programme thématique.
- acteurs non étatiques du développement: une aide est fournie aux ONG et aux autres organisations de la société civile qui travaillent au Viêt Nam, parmi lesquelles les organisations et les groupes représentant les minorités ethniques/populations autochtones dans un certain nombre de secteurs stratégiques.
- migration et asile: les questions relatives à la migration et à la traite des êtres humains deviennent de plus en plus importantes au Viêt Nam.
- développement humain et social: les initiatives à moindre échelle dans le cadre du secteur prioritaire de la santé doivent être accompagnées d'autres activités dans ce domaine.
- environnement et gestion durable des ressources naturelles, notamment de l'énergie: un certain nombre de programmes dans ce domaine ont été financés dans le cadre du précédent DSP. Ce programme thématique peut fournir une aide dans le cadre des lignes générales suivantes: travailler en amont sur l'ODD n° 7; promouvoir la gestion durable de l'environnement; promouvoir la mise en œuvre; encourager une meilleure intégration par l'UE; renforcer la gouvernance en matière d'environnement et le rôle moteur de l'UE dans ce domaine et soutenir les options d'énergie durable au Viêt Nam.
- enseignement supérieur en Asie: l'objectif principal est de renforcer la capacité de coopération internationale des universités dans les pays tiers en facilitant le transfert de savoir-faire et des meilleures pratiques dans le domaine de la mobilité des étudiants et du corps enseignant. La Commission européenne contribuera à financer un programme de mobilité entre des universités européennes titulaires d'une charte Erasmus et des universités de pays tiers, qui complètera les programmes existant dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Ces activités thématiques sont un complément aux objectifs stratégiques poursuivis par la Commission dans le cadre du document de stratégie et font partie du dialogue stratégique avec le Viêt Nam. Le financement de ces activités thématiques s'ajoute aux ressources financières apportées dans le cadre des PIP. En outre, le Viêt Nam bénéficie également d'activités financées dans le cadre du programme qui vise l'Asie dans son ensemble (par ex. Asia Invest, un instrument pour l'enseignement supérieur) et peut également bénéficier d'activités financées dans le cadre de l'instrument de stabilité.

ANNEX 1: VIETNAM AT A GLANCE

The status of the country as to the likely achievement of the Millennium Development Goals at a glance

In October 2006, *United Nations Economic and Social Commission for Asia and the Pacific UNESCAP*, the *United Nations Development Programme UNDP* and the *Asian Development Bank ADP* have issued a report “Millennium Development Goals: Progress in Asia and the Pacific 2006”. This report is the latest update on the progress towards MDGs in Asia and the Pacific. It highlights the region's achievements and exposes issues on which much work remains to be done. The report looks in a more holistic way at overall country progress by assessing absolute MDG indicators in addition to MDG targets.

The report classifies the progress made by each country into 4 categories

- *Early achiever* — Has already met the target
- ▲ *On track* — Expected to hit the target by 2015
- *Off track – Slow* — Expected to hit the target, but after 2015
- ▼ *Off track – Regressing* — Slipping backwards, or stagnating

Goal	1	2	3	4	6	7																
	\$1/day poverty	Underweight children	Primary enrollment	Reaching grade 5	Primary completion rate	Gender primary	Gender secondary	Gender tertiary	Under-5 mortality	Infant mortality	HIV prevalence	TBC prevalence	TBC death rate	Forest cover	Protected area	CO ₂ emissions	ODP CFC consumption	Water urban	Water rural	Sanitation urban	Sanitation rural	
Viet Nam	●	●	▼	▲	●	▼	●	●	■	●	●	▼	●	●	●	●	▼	●	●	●	●	▲

Land area	Population	Population density		
325,000 sq Km (=)	80.7 (2003)	236 per sq km		
Population of main town (Ho Chi Minh City): 5.3 million				
Annual population change (% per year)				
Year 1998: 1.92%	Year 1999: +1.51%	Year 2000: +1.36%	Year 2001: +1.35%	

Political and economic situation

Vietnam is a low income, developing country with a population of approximately 80 million people. Although the country has witnessed some marginal political liberalisation since the implementation of the *doi moi* reforms in 1986, Vietnam remains a one-party state under the direction of the Communist Party of Vietnam. On the economic front, Vietnam has grown at an explosive rate through the late 1990s to date, recording a GDP growth rate of 7.2% in 2003. Trade and FDI inflows continue to grow at a healthy pace, due to Vietnam's increased economic liberalisation as it prepares for WTO accession. Development indicators for Vietnam have demonstrated a generally positive trend since 1999. Overall, GDP growth has averaged around 7% annually since 2000 while there has been a consistent fall in the proportion and absolute number of people living in poverty in the country in recent years. According to the 2003 UN Progress Report on the Millennium Development Goals for Vietnam, the country's national poverty rate has fallen from 58% in 1993 to 37% in 1998 and 29% in 2002. The poverty rate continues to decrease at the annual rate of 2%, and is expected to stand around 24-25% in 2004.

Economic Summary

Indicator	2000	2001	2002	2003	2004
Real GDP growth (%)			7.0	7.2	7.5
GDP USD millions (p.p.p.)			35.1	39.2	
GDP per capita (\$)				385	
Inflation % CPI			4.0	3.0	9.5
Exports USD millions			16,706	20,176	
Imports USD millions			21,179	26,490	
Fiscal deficit (% GDP)					

Selected Social Indicators (* data source: “ WHO – ‘Vietnam – Country Health Information Profile’ – revision 2005)

Indicator	1999	2000	2001	2002	2003
Adult literacy rate over 15s %	93.9 (m) 86.9 (f)	n/a	n/a	94.50 (m)* 90.90 (f)*	n/a
Primary school enrolment %	96.3	97.0	94.0	90.1	n/a
Secondary school enrolment %	61.4	n/a	n/a	n/a	n/a
Life expectancy at birth	n/a	n/a	n/a	71.30*	70
Underweight children <5 (%)	n/a	n/a	n/a	30	28.40*
<5 mortality rate (per 1,000 live births)	n/a	n/a	n/a	n/a	32.80*
Maternal mortality rate (per 100,000 live births)	n/a	n/a	n/a	130	85*
Births supervised by trained personnel (%)	77% (1990-99)	n/a	n/a	n/a	79%*
Households with access to safe water (%)	n/a	74 (rural) 95 (urban)	n/a	n/a	70.10*

ANNEXE 2: CARTE DU VIETNAM



ANNEX 3: OVERVIEW OF VIETNAM'S PROGRESS IN ACHIEVING THE MILLENNIUM DEVELOPMENT GOALS

The following MGD achievements¹² are noteworthy:

Goal 1 - Eradicate extreme poverty and hunger: the poverty rate in Vietnam, fell from 58.1% in 1993 to 24.1% in 2004 with nearly 60% of poor households moving out of poverty, well ahead of the 2015 target.

Goal 2 - Universal primary education: during the 2003-2004 school year, the net primary enrolment rate was 94.4%. Vietnam will achieve the MDG of universal primary education, and will have eliminated gender inequality in primary education by 2015.

Goal 3 - Promote gender equality and empower women: The Gender Development Index (GDI) increased from 0.668 in 1998 to 0.687 in 2003 and 0.689 in 2004.

Goal 4 - Reduce the child mortality rate: Encouraging results have been achieved in reducing the under-5 mortality rate, from 58% in 1990 to 42% in 2001 and 31.5% in 2004. The under-1 year mortality rate has declined from 44.4% in 1990 to 21% in 2003 and to an estimated 18% in 2004.

Goal 5 – Improve maternal health: Maternal mortality rate decreased from 120/100,000 lives births in 1990 to 85/100,000 in 2004.

In support of MDG and to meet the country's development needs, Vietnam developed its own 12 development goals (VDGs):

- reduce by 50% the percentage of people living below an international accepted poverty line between 2001 and 2010 that means from 32% in 2000 to 15-16% in 2010.
- increase net enrolment in primary education to 97% by 2005 and to 99% by 2010.
- eliminate the gender gap in primary and secondary education among ethnic minorities by 2010.
- reduce the infant mortality rate to 20 per 1,000 live births by 2010.
- reduce, by 2010, the maternal mortality rate to 70 per 10,000 liver births.
- slow the increase in spread of HIV/AIDS by 2005 and halve the rate of increase by 2010.
- increase the percentage of forest cover to 43% by 2010.

¹² 'Vietnam Achieving The Millennium Development Goals', August 2005

- ensure that 85% of the rural population and 95% of the urban population have access to clean and safe water by 2010.
- ensure that, by 2010, 85% of the rural population has access to safe water.
- provide jobs to 1.6 million people per annum.
- preserve culture of ethnic minority groups.
- reduce vulnerability and develop social safety nets to support the poor and the disadvantaged.
- promote further public administration reform.

ANNEX 4: JOINT ANALYSIS BY THE EUROPEAN UNION (EU) AND LIKE-MINDED DONOR GROUP (LMDG) OF THE DRAFT SOCIO-ECONOMIC DEVELOPMENT PLAN (SEDP) 2006-2010

This note summarises the main conclusions of meetings held by development counsellors from the EU and LMDG on the 19th and 25th of August. The note highlights the strengths of the SEDP and also suggests both presentational as well as substantive areas where there is scope for improvement. Overall many of the issues raised are about deeper integration of the agreed CPRGS principles in the SEDP and a greater recognition of the concept of socially and environmentally sustainable development.

A. Strengths

- *Good Participation and Consultation.* The draft SEDP for 2006-10 is a big step forward in comparison to the previous five-year plan. The government has adopted a participatory approach in developing the plan. Wide-ranging regional and community consultations have been held – including academics, NGOs and business groups – reflecting government interest in the views of a wide variety of stakeholders. An opportunity for consulting the international donor community is planned for early September. The EU-LMDG donors are willing to participate in this process with a view to aligning their development assistance programmes with the Government of Vietnam’s SEDP.

The draft SEDP reflects *strong ownership by the GOV of the development process*. The SEDP will be presented to the next session of the National Assembly. The five year plan is part of the mainstream Vietnamese planning processes. The SEDP is not a “parallel” plan for donor approval.

- *The SEDP has a pro-poor orientation* within an overall framework for economic growth and industrial development. The poverty data is based on internationally comparable methods for measuring poverty. Poverty analysis is included in some of the sector and provincial plans. The plan has clear targets for

eliminating hunger and reducing poverty, developing a social security system and ensuring social equity and equality. The plan has subsections that focus on ethnic minorities and gender.

- *The SEDP goals/tasks are comprehensive* and capture key cross-cutting issues with a focus on growth, inclusive development and institutional reforms.
- *The development targets are consistent with the Millennium Development Goals (MDGs) and the localised Vietnam Development Goals (VDGs)*. The targets offer a prioritised set of economic, social and environmental indicators. Most of these targets focus on development outcomes and some appear ambitious.

B. Priority areas for improvement

Overall structure and style:

Clearer links between problems and solutions. A number of issues are raised in Part 1 that are not subsequently addressed in Part 2. It is important to set out the lessons of past experience and describe how new sets of policies and programmes will deal with the main development challenges.

A clear statement of the main policy actions in relation to the main challenges will clarify the process of prioritisation and sequencing. This may take the form of a “road map” or “matrix”.

Results-based Monitoring. In order to track progress towards the SEDP goals and targets, and to enable the development of more effective future interventions, a results-based monitoring framework for the five-year plan should be included as part of the main SEDP document.

Specific substantive areas for improvement

Matching Plan Targets with Resources. We would like to see a more detailed costing of the plan and a better match between outputs and the inputs required to reach them. It is unclear how the plan will be sustainably financed. This costing should be derived from a meaningful dialogue between the Ministries of Planning and Finance as well as the Ministries and agencies responsible for SEDP Implementation. Such a dialogue will facilitate a more open assessment of priorities and the nature of the “trade-offs” that may exist between plan objectives. It is not clear that there is adequate provision for recurrent expenditure and operations and maintenance in particular – a general concern raised by the recent government-donor Public Expenditure Review (PER). The plan should provide sufficient detail to inform budget allocations and ODA allocations.

More coherence across the institutional and governance dimensions of reform and clearer prioritisation and sequencing. There is a need to strengthen the relation between Public Administration Reform (PAR) and other areas where reforms have been agreed such as the PER. Other areas such as legal and judicial reform, the promotion of judicial independence, the implementation of the legal system development strategy and increased access to legal justice need stronger references. The SEDP should refer to a more comprehensive programme to fight corruption including the necessary links to PAR and the development of an independent media.

Multiple mechanisms for poverty reduction. The SEDP gives strong emphasis to the National Targeted Programmes for poverty reduction and hunger eradication and the reform of social security. But the SEDP should also address more systematically the strong poverty impacts of more mainstream policies. Examples include socialisation costs in education, the registration of urban migrants, the rights of workers, the rights of women, environmental legislation etc. Anti poverty policies and programmes need to be built in to sector and provincial plans as well as the SEDP. In addition, because of the reforms needed to join WTO and the social and economic impact of increasing global integration, the SEDP needs to tackle growing inequality in development outcomes especially for ethnic minorities, women, the rural poor and the new and emerging poor such as urban migrants. Finally, the plan should also be clearer in its promotion of a progressive Vietnamese culture reflecting the values of a multitude of ethnic groups.

Integration of the concept of Sustainable Development throughout the SEDP. Rapid economic growth incurs social and environmental costs that are not currently being addressed and, in the longer term, will have a severe negative impact on economic growth. Vietnam has already agreed with the sustainable development concepts set out in “Agenda 21”. Environmental and social impacts of rapid development need to be considered more systematically, not just in certain sectors such as water resource management, forestry and agriculture.

The role of civil society needs clarification in relation to delivering plan priorities, implementation of the Grassroots Democracy Decree, and the participation of the poor in programme implementation and monitoring. The development of a comprehensive legal framework for civil society would facilitate the ability of local NGOs to participate in the implementation of the SEDP.

The SEDP should make specific reference to *private sector participation* in all economic sectors, especially key industrial sectors. The plan should confirm that the private sector has equal access to production inputs such as land and credit and that this treatment is ensured at all levels, from national to provincial and lower levels of Government.

Integration of gender equality issues should occur throughout the SEDP. Gender objectives need to be prioritised and an assessment of progress with the Plan of Action for the Advancement of Women (POA II) - which includes VDG targets - should be undertaken. Some key areas of the SEDP where gender equality should be addressed

include governance (implementation of the Gender Equality Law); economic integration and its implications for labour; macro-economic planning and budgeting; HIV/AIDS and health.

A urgent multi-sector response to fight HIV-AIDS. Vietnam is currently experiencing a rapidly growing localised HIV-AIDS epidemic. The complexity of social and behavioural issues surrounding the spread and transmission of HIV-AIDS means that a concerted multi-agency, multi-sector effort is needed to contain the epidemic. Approaches such as linking HIV to “social evils” may be ineffective in comparison to more open approaches to HIV prevention and the provision of care and treatment for people living with HIV-AIDS. The SEDP needs a more comprehensive analysis and more realistic set of proposed actions to deal with HIV-AIDS.

ANNEX 5: EU/EC CO-OPERATION OBJECTIVES

1. The EU Treaty Objectives for External Co-operation

In accordance with **Article 177 of the Treaty Establishing the European Community**¹³, community policy in development co-operation shall foster:

- Sustainable economic and social development of developing countries;
- Smooth and gradual integration of developing countries into the world economy;
- The campaign against poverty in developing countries.

The Community's development policy shall contribute to the **general objective** of developing and consolidating democracy and the rule of law, and encouraging respect for human rights and fundamental freedoms. Development co-operation is a multidimensional process covering broad-based equitable growth, capacity and institution building, private sector development, social services, environment, good governance and human rights.

In addition, **Article 181a of the Treaty Establishing the European Community**¹⁴ foresees that the Community carry out economic, financial and technical co-operation measures with third countries that are complementary to those carried out by the Member States and consistent with the development policy of the Community. Community policy in this area shall contribute to the general objective of developing and consolidating democracy and the rule of law, and to the objective of respecting human rights and fundamental freedoms.

2. Objectives of the EU as laid down in other applicable documents

Commission Communication COM(2001)469 "Europe and Asia: A Strategic Framework for enhanced partnerships" with the following 6 objectives: (i) contribute to peace and security in the region and globally, through a broadening of our engagement with the region; (ii) further strengthen our mutual trade and investment flows with the region; (iii) promote the development of the less prosperous countries of the region, addressing the root causes of poverty; (iv) contribute to the protection of human rights and to the spreading of democracy, good governance and the rule of law; (v) build global partnerships and alliances with Asian countries, in appropriate international fora, to help address both the challenges and the opportunities offered by globalisation and to strengthen our joint efforts on global environmental and security issues; (vi) and help strengthen the awareness of Europe in Asia (and vice versa).

¹³ <http://europa.eu.int/eur-lex/lex/en/treaties/dat/12002E/htm/12002E.html>

¹⁴ *ibid*

On 9 July 2003, the European Commission adopted a Communication on a "New Partnership with South East Asia", setting out a comprehensive strategy for future EU relations with the region. The strategic priorities identified in the Communication include (1) Supporting regional stability and the fight against terrorism, (2) Human Rights, democratic principles and good governance, (3) Mainstreaming Justice and Home Affairs issues (4) new dynamism into regional trade and investment relations (5) development of less prosperous countries, and finally (6) intensifying dialogue and co-operation in specific policy areas, such as economic and trade issues, justice and home affairs matters, science and technology, higher education and culture, transport, energy, environment, and information society.

Vietnam is signatory to the 1980 Co-operation Agreement between the European Community and the ASEAN countries. The Agreement covers trade, economic co-operation and development as a basis for institutionalised dialogue. The EU and Indonesia have initiated negotiations for a new Bilateral Co-operation and Partnership Agreement. This agreement aims at establishing a relationship based upon a modern policy agenda, with an appropriate institutional framework and enabling a policy dialogue on a wider range of issues, including political issues such as human rights and counter-terrorism.

An EC-Vietnam Co-operation Agreement¹⁵ was signed in 1995 and entered into force on 1 June 1996. The Agreement confirms in its Article 1 that *"respect for human rights and democratic principles is the basis for the co-operation between the Parties and for the provisions of this Agreement, and it constitutes an essential element of the Agreement"*.

Council Regulation (EEC) 443/92, 25 February 1992 (ALA Regulation)¹⁶ applies to Vietnam. This Regulation underlines the importance that the Community attaches to the promotion of human rights, support for the process of democratisation, good governance, environmental protection, trade liberalisation and strengthening the cultural dimension, by means of an increasing dialogue on political, economic and social issues conducted in mutual interest.

3. The EU's Development Policy

On 20 December 2005 the Presidents of the European Commission, the European Parliament and the EU Council signed the joint Development Policy Statement (DPS). This "European consensus" will provide the Union with a common vision of values, objectives, principles and means for development. The revised statement is intended to take account of changes both within the EU and internationally since the first statement on the European

¹⁵

[http://europa.eu.int/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexapi!prod!CELEXnumdoc&lg=en&numdoc=21996A0607\(01\)&model=guichett](http://europa.eu.int/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexapi!prod!CELEXnumdoc&lg=en&numdoc=21996A0607(01)&model=guichett)

¹⁶http://europa.eu.int/smartapi/cgi/sga_doc?smartapi!celexplus!prod!DocNumber&lg=en&type_doc=Regulation&an_doc=1992&nu_doc=443

Community's development policy was adopted by the Council and Commission in November 2000. The new joint statement is structured in two parts, which set out:

- in the first part, "the EU vision of development", the objectives, principles and methods by which the EU at Community and member state levels implement their development policies;
- in the second, "the European Community's development policy", guidance for implementation at Community level.

The 2005 Communication on Policy Coherence for Development:

In its 12 April 2005 Communication on Policy Coherence for Development, the Commission has defined coherence commitments in the overall framework of the EU sustainable development strategy and identified the following priority areas with high potential of attaining synergies with development policy objectives: trade; environment; security; agriculture and fisheries; social dimension of globalisation, employment and decent work; migration; research and innovation; information society; transport and energy. These commitments were endorsed by the Council (GAERC) on 24 May 2005. The Communication further calls on non-development policies to respect development policy objectives and on development cooperation to also contribute, where possible, to reaching the objectives of other EU policies.

- **Aid Effectiveness. Harmonisation and co-ordination**

Vietnam was nominated a pilot country to EU co-ordination of policy and harmonisation of procedures in 2002. EU donors subsequently agreed in May 2003 on an Action Plan, which was replaced by a Road Map in February 2005.

The Road Map reflects the conclusions of the EU GAERC of November 2004, and builds on previous achievements, such as the annual Blue Book of EU development activities, the EU local cost norms, joint EU statements and pledging at Consultative Group meetings. It takes a practical approach and includes commitments such as alignment to the Vietnamese socio-economic development plan for 2006 to 2010, joint analysis of this plan, definition in this framework of common priorities and areas of concern, and delivery of EU support to Vietnam in a co-ordinated and harmonised way, *inter alia* by providing pooled financing in different sectors and budgetary support. Moreover, it acknowledges the value added of EU working groups, which were established in order to improve policy coherence, streamline operations, and strengthen partnership within the EU and the larger community, in pilot areas including health, education, private sector development and the central Highlands (and subsequently governance).

In the light of the first OECD/DAC High Level Forum (HLF) in Rome in February 2003, the Government of Vietnam established a comprehensive Harmonisation Action Plan (HAP), with its implementation supported by various donors and donor groups. The Partnership Group for Aid Effectiveness (PGAE) was set up in early 2004, bringing together the government, donors, and groups of donors (e.g. the EU) with a view to accelerating progress. Following the HLF II in Paris in March 2005, the PGAE drew up the Hanoi Core Statement, anchored in the Paris Declaration on Aid Effectiveness, approved by donors in June and formally endorsed by the Vietnamese Prime Minister in September 2005, committing donors and government to specific achievements in the areas of ownership, alignment, harmonisation and simplification, managing for results, and mutual accountability.

The EU co-ordination and harmonisation initiative is to be seen in the framework of the broader Government and donor harmonisation and aid effectiveness agenda. The implementation schedule of the EU roadmap shares many ambitions with the Government's Harmonisation Action Plan and close co-ordination between the two initiatives, which are interlinked, is to be assured.

ANNEX 6: SUMMARY OF THE NATIONAL INDICATIVE PROGRAMMES 2002-2004 AND 2005-2006

Revised NIP 2002 – 2004		€million
Focal point 1	Vietnam’s Human Development	60
Action 1	Integrated Rural Development and natural Resources Management	20
Action 2	Support to Rural Health in the Northern Uplands and Central Highlands	18
Action 3	Support for Improved Sector Management of Education and Training	12
Action 4	Vocational Training	10
Focal point 2	Vietnam’s Integration into the International Economy	46
Action 1	Public Administration, Institutional Reform and Good Governance	30
Action 2	Support to the Private Sector	10
Action 3	Integration into Global and Regional Economic Arrangements	6
Focal point 3	Cross-sector Support	22
Action 1	Support for the Poverty Reduction Support Credit	20
Action 2	Small Projects Facility	2
Total		128

NIP 2005 – 2006		€million
Focal point 1	Education	16 – 18
Focal point 2	Poverty Reduction (PRSC IV and V)	14 – 16

Focal point 3	Support for Institution Building, Administrative Reform, Governance and Human Rights	1 -2
Total		34

ANNEX 7: LIST OF EC-VIETNAM CO-OPERATION INITIATIVES

Name of Projects	Decision No.	Date of Decision	FDC	FDI	Committed Amount
<u>Bilateral Projects</u>					
Social Forestry and Nature Conservation in Nghe An (finished)	ASIE/1994/002-067	25.11.94	n/a	31.12.06	17,500,000.00
Cao Bang-Bac Can Rural Development Project (finished)	ASIE/1997/002-	26.11.97	n/a	31.12.07	19,327,089.05
Support to Ministry of Education and Training (finished)	ASIE/1998/002-	04.05.98	n/a	31.12.06	7,592,179.80
Son La-Lai Chau Rural Development Project (finished)	ASIE/1997/002-	10.12.98	n/a	31.12.07	19,925,299.55
Strengthening of Veterinary Services in Vietnam (finished)	ASIE/1996/002-	19.09.97	n/a	31.12.05	7,649,493.59
Health System Development Programme (finished)	ASIE/1997/002-	06.11.97	n/a	31.12.06	23,085,243.92
Assistance for Street Children	ASIE/1999/002-	24.09.02	31.12.08	31.12.08	990,000.00
Urban Environmental Planning Programme	ASIE/2003/002-	09.12.03	09.12.06	30.06.11	10,000,000.00
Support to the Renovation of Education Management	ASIE/2004/016-	12.11.04	15.11.07	-	12,000,000.00
Health Sector Support in the Northern Uplands & Central Highlands	ASIE/2004/016-	12.11.04	31.12.07	31.12.12	18,000,000.00
Initiative for Pro-poor Development in the Northern Uplands	ASIE/2004/016-	19.11.04	22.11.07	31.12.12	17,000,000.00
Support for Forest Sector Development in Vietnam(Formerly Forestry Trust	ASIE/2004/016-	13.12.04	14.12.07	30.09.11	3,000,000.00
Sector Policy Support Programme (SPSP) To Achieve Education for All (EFA) Fundamental School Quality Level (FSQL)	ASIE/2005/ 017-598	16.09.2005	31.12.08	-	16,000,000.00
Small and Medium-Sized Enterprise Development Fund (Phase II)	ASIE/2000/002-	10.12.02	31.12.08	31.12.08	995,000.00
European Studies Programme (finished)	ASIE/1997/002-	04.12.98	n/a	31.12.07	998,000.00
European Technical Assistance II	ASIE/2002/002-	18.12.02	31.12.08	31.12.08	11,034,800.00
Human Resource Development in Tourism	ASIE/1997/002-	06.11.97	31.06.08	31.12.08	10,800,000.00
Audio-Visual Project	ASIE/2001/002-	12.06.01	30.06.07	30.06.07	950,000.00
Multilateral Trade Policy Assistance Programme (Phase I & Extension)	ASIE/1997/002-	06.11.97	n/a	30.06.06	2,423,279.17
European Business Information Centre	ASIE/2000/002-	02.07.01	31.12.04	31.12.04	993,080.00
Multilateral Trade Policy Assistance Programme - (Phase II)	ASIE/2003/005-	26.11.03	26.11.06	30.06.10	5,100,000.00
Institutional Support Programme	ASIE/2004/004-	17.12.04	17.12.07	30.06.11	8,000,000.00
Support to the Poverty Reduction and Growth Strategy (Formerly Poverty Reduction Support Credit)	ASIE/2004/016-769	30.09.04	04.10.07	31.12.09	20,000,000.00
Private Sector Support Programme	ASIE/2003/005-	08.12.03	08.12.06	31.12.10	9,050,000.00
Small Project Facilities	ASIE/2003/005-	15.12.03	12.12.06	31.12.09	2,000,000.00
Support to the Poverty Reduction and Growth Strategy (PRSC4)	ASIE/2005/017-	-	-	-	8,000,000.00

Name of Projects	Contract No.	Date of Decision	Decision No.	FDC	FDI	Committed Amount
<u>Thematic Budget Lines</u>						
Creating Agarwood supplies in VN (phase II)	ENV/2000/054-430	27.12.00	ENV/2000/003-837	-	30.06.07	1,731,850.00
Community based conservation of the Hoang Lien Son Mountain Ecosystem	ENV/2001/059-146	01.01.00	ENV/2001/004-668	31.12.06	01.03.08	834,940.00
Assistance to street children and prostitution prevention in HCMC - finished	DDH/1999/056-267	-	-	-	20.02.06	442,345.00
NAPA Quang Binh (Income and Employment Generation Project, Quang Binh Province) - Second Phase (2004-2005) - Vietnam	ONG/PVD/2001/011-765	NA	NA as it is an individual commitment	NA	28.02.08	998,553.00
Développement institutionnel et associations locales pour l'organisation et la gestion des	ONG/PVD/2002/011-845	21.11.02	ONG/PVD/2002/001-092	31.12.03	01.11.06	2,649,389.00
An Integrated community based development strategy in Phu Tho Province	ONG/PVD/2003/019-880	09.12.02	ONG/PVD/2002/001-092	NA	01.05.09	748,969.00
Early Childhood Development in remote mountainous ethnic minority communities in Northern Vietnam	ONG/PVD/2003/020-019	09.12.02	ONG/PVD/2002/001-092	31.12.03	01.05.09	1,495,771.00
Health services Initiative in four Re-Education schools for adolescents in conflict with the law in Vietnam	ONG/PVD/2003/020-200	09.12.02	ONG/PVD/2002/001-092	31.12.03	01.05.08	524,765.00
Programme Fasevie : Amélioration De L'état Nutritionnel Des Groupes Vulnérables Au Vietnam Par L'éducation Nutritionnelle Et La	ONG/PVD/2004/061-878	25.06.03	ONG/PVD/2003/001-562	31.12.04	01.07.08	512,584.84
L'électrification Rurale Décentralisée Pour Le Développement Durable De Communautés Villageoises Montagnardes	ONG/PVD/2004/061-883	25.06.03	ONG/PVD/2003/004-562	31.12.04	01.02.08	146,360.00
Community-Managed Development Among Poor Ethnic Minority Communities In Central Vietnam	ONG/PVD/2004/062-872	25.06.03	ONG/PVD/2003/004-562	31.12.04	31.08.09	1,472,718.00
Market Access Programme (MAP) VIETNAM	-	-	-	-	-	390,727.00
Son La Women's Economic Collaboration for Development Vietnam	ONG/PVD/2005/114868	12.12.05	ONG/PVD/2005/006-000	31.12.06	31.05.10	737,778.00
Programme d'aide aux enfants handicapés - Projets de Co-Mou /Esferts du Monde	ONG/PVD/2005/114001	12.12.05	-	-	01.07.08	331,000.00
<u>Asia Wide Programme</u>						
<u>Asia Invest 2</u>						
Strengthening the capacities of Philippine and Vietnamese business organisations in preparing enterprises for doing business	ASIE/2004/078-742	28.11.02	ASIE/2002/004-032	31.12.11	01.04.08	195,405.86
Asia Challenge - Euro-Vietnam Business Excellence Phase I	ASIE/2004 /078-929	28.11.02	ASIE/2002/004-032	31.12.11	01.11.07	159,282.61
Boosting Vietnamese Expertise in "International Business Law"	ASIE/2004/094-522	28.11.02	ASIE/2002/004-032	31.12.11	15.12.08	197,614.00
Asia Invest Alliance Investment Promotion Vietnam	ASIE/2004/094-812	28.11.02	ASIE/2002/004-032	31.12.11	15.06.09	109,556.50
Technical Assistance, Strengthening Vietnam Garment Sector Competitiveness	ASIE/2003/071-731	28.11.02	ASIE/2002/004-032	31.12.11	15.07.07	109,383.96
Technical Assistance/Setting up a welding training institute in Vietnam according to the guidelines of the German Welding Society with an affiliated testing laboratory for destructive and non-destructive material testing	ASIE/2004/084-116	28.11.02	ASIE/2002/004-032	31.12.11	11.01.08	124,526.00
Asia-Invest Alliance - Export action: effective provision of export services and assistance for the Vietnam Chamber of Commerce	ASIE/2004/084-349	28.11.02	ASIE/2002/004-032	31.12.11	16.01.07	91,203.32
Vietnam-EU IT Business Encounters		28.11.02				To be contracted

Business to business meetings of the seafood industry		28.11.02				To be contracted
Promotion of Foreign Trade and Investment between the Mekong Delta Region in Vietnam and Europe		28.11.02				To be contracted
Investment Promotion Training Vietnam (IPTV)		28.11.02				To be contracted
Alliance for the Promotion of Tourism as Key Economic Sector in Europe and Asia		28.11.02				To be contracted
<i>Asia IT&C 1</i>						
Transfer of European graduate-level IT e-learning technology and development methodology to an Asian context	ASIE/1997/051-859	18.06.98	ASIE/1997/003-152	31.12.09	31.12.09	200,000.00
Promoting Internet Policy and Regulatory Reform in Vietnam	ASIE/1997/051-877	18.06.98	ASIE/1997/003-152	31.12.09	31.12.09	200,000.00
Vietnam Crop Information System (VICIS)	ASIE/2003/071-552	18.06.98	ASIE/1997/003-152	31.12.09	01.07.08	193,896.00
<i>Asia IT&C 2</i>						
HUCE ICT Policy Implementation	ASIE/2004/092-042	03.11.03	ASIE/2003/005-627	31.12.04	01.01.09	395,028.38
ISLAND	ASIE/2004/088-121	03.11.03	ASIE/2003/005-627	31.12.04	30.04.09	400,000.00
Developing the Virtual Transport Community in Vietnam – Assessment of the use of Automated Data Interchange ICT for optimising the Maritime and Air Freight Supply Chain in Vietnam (VTC Vietnam)	ASIE/2004/094-145	03.11.03	ASIE/2003/005-627	31.12.04	09.07.08	178,408.59
FOSS Conference	ASIE/2004/091-773	03.11.03	ASIE/2003/005-627	31.12.04	30.06.08	119,333.00
Application of Information Technology in the Field of Health Management in Bac Giang Province	ASIE/2004/091-755	03.11.03	ASIE/2003/005-627	31.12.04	01.10.08	400,000.00
<i>Asia Link</i>						
Project Cycle Management and Participatory Methodologies	ASI/B7-301/98/679-20	29.11.00	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	297,572.00
Development of Training Material on Low-cost and Sustainable Sanitation	ASI/B7-301/98/679-24	29.11.00	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	283,665.49
Strengthening Existing Partnerships between South East Asian and EU Universities in the Field of Rural Economics	ASI/B7-301/98/679-33	29.11.00	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	280,190.20
Curriculum Development and Human Resource Development for Training Key Public Servants at Municipal Level on Economic Management under the Market-Asia Link – Medicinal Chemistry	ASI/B7-301/98/679-42	29.11.00	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	296,701.00
	ASI/B7-301/98/679-43	29.11.00	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	300,000.00
Postgraduate Training in Reproductive Health in South East Asia	ASI/B7-301/98/679-56	29.11.00	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	300,000.00
Computational Logic as a Foundation for Computer Science and Intelligent Systems	VN/ASIA-LINK/001	29.11.00	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	300,000.00
Project CONE : Collaborative Open Network for Education. Set up of an academic network specialised for exchange, sharing out, and management of all-purpose multimedia and multilingual data.	VN/ASIA-LINK/002	29.11.00	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	300,000.00
Development of Human Resource Capacity for all-embracing stocktaking of urbanistic-architectural cultural heritage in Asia and Europe.	VN/ASIA-LINK/003	29.11.00	ASIE/2003/005-753	31.12.04	31.12.07	300,000.00

University network for Sustainable Architectural Design and Urban Planning	VN/ASIA-LINK/004	06.11.03	ASIE/1998/002-571	28.11.05	28.11.08	299,325.00
Introduction and Adoption of International Systems and Standards for the Inspection and Supervision of Bridges for Vietnam and Upgrading the Skills of University Teaching Staff in Welding to Qualify Welding Personnel in Accordance with International Standards and Curriculum Development in Curriculum Development for an interdisciplinary M.A. in Asian European	VN/ASIA-LINK/005	29.11.00	ASIE/1998/ 002-571	28.11.05	28.11.08	297,401.46
SAVE: Study and prevention measures on traffic Accident in Vietnam and Europe	VN/ASIA-LINK/006	29.11.00	ASIE/1998/ 002-571	28.11.05	28.11.08	284,922.43
Postgraduate psychosocial training for medical doctors	VN/ASIA-LINK/007	29.11.00	ASIE/1998/ 002-571	28.11.05	28.11.08	299,479.76
Design, production and processes of modern containerships and tankers for inland water	VN/ASIA-LINK/008	29.11.00	ASIE/1998/ 002-571	28.11.05	28.11.08	296,679.51
Development of Executive Advanced Masters Programmes in Environment and Energy Project Management	VN/ASIA-LINK/009	29.11.00	ASIE/1998/ 002-571	28.11.05	28.11.08	300,000.00
Development of Teaching and Training Modules for Higher Education on Low-Cost Wastewater Treatment	VN/ASIA-LINK/010	11.8.2004	ASIE/2004/ 006-130	31.12.05	31.12.08	348,471.00
Restructuring higher education in resource and environmental economics in East-Asian transition economies	VN/ASIA-Link/011	11.8.2004	ASIE/2004/ 006-130	31.12.05	31.12.08	300,000.00
	VN/ASIA-LINK 012	11.8.2004	ASIE/2004/ 006-130	31.12.05	31.12.08	691,085.75
	VN/ASIA-LINK/013	11.8.2004	ASIE/2004/ 006-130	31.12.05	31.12.08	385,644.00
<u>AUNP</u>						
Creation of a curriculum in Health System Research in Vietnam and Laos	ASIE/2003/065-222	20.01.00	ASIE/1997/002-663	-	19.07.07	198,328.78
Integration of Solid Waste Management Tools into Specific Settings of European and Asian Communities (ISTEAC)	ASIE/2003/074-016	20.01.00	ASIE/1997/002-663	-	19.07.07	199,016.28
<u>Pro Eco</u>						
Establishing scientific support for environmental management for ports in Vietnam and Cambodia	ASIE/2004/091-168	14.12.01	2598-ASIE/2001/0137	31.12.08	01.07.08	145,492.20
Animal production intensification in Vietnam and environmental protection: A diagnostic GIS to promote a sustainable pig production development.	ASIE/2004/091-211	14.12.01	2598-ASIE/2001/0137	31.12.08	01.09.08	249,948.47
Development of guidelines, for the bioremediation of shorelines contaminated by marine oil spills, for Vietnam, including a workshop and a training course whose results are disseminated and integrated into the curricula	ASIE/2004/079-067	14.12.01	2598-ASIE/2001/0137	31.12.08	05.10.06	291,035.29
Hanoi Eco Trans	ASIE/2005/104-522	14.12.01	2598-ASIE/2001/0137	31.12.08	16.02.09	499,344.00
Feasibility study for evaluating the client application of the membrane bioreactor technology for decentral municipal waste management	ASIE/2005/104-759	14.12.01	2598-ASIE/2001/0137	31.12.08	31.03.08	224,371.51
Biowaste reuse in South East Asia cities	ASIE/2005/104-872	14.12.01	2598-ASIE/2001/0137	31.12.08	16.03.08	221,845.00

Sound chemicals management for a healthier environment in India and Vietnam	ASIE/2005/115522	18.11.04	ASIE/2004/016-684	31.12.05	18.08.09	355,711.57
Healthcare Waste Management in Bac Giang province (Vietnam)	ASIE/2005/115064	18.11.04	ASIE/2004/016-684	31.12.05	31.10.09	745,004.62
Capacity building to implement scientific instruments for port's environmental management in Vietnam and Cambodia	ASIE/2005/115176	18.11.04	ASIE/2004/016-684	31.12.05	31.08.08	194,516.96
Asia Urbs 1						
Balancing development: Promote a balanced socio-economic development in the northern province of Vietnam, Thai Nguyen, through the adaptation of vocational training to labour market needs	ASIE/1995/ 048-816	02.01.98	ASIE/1995/002-544	-	31.12.07	498,778.67
Hanoi Towards the Future	ASIE/1995/048-820	02.01.98	ASIE/1995/002-544	-	31.12.07	481,054.00
Collection, transport and treatment of solid waste with the technology of waste sorting at their sources	ASIE/2003/075-832	02.01.98	ASIE/1995/002-544	-	31.12.07	500,000.00
HANOI 2010: Heritage and Cultural Identity	ASIE/2003/075-844	02.01.98	ASIE/1995/002-544	-	31.12.07	490,892.04
ASIATRANS: Improving Urban Transport in Hanoi through three model bus lines	ASIE/1995/048-807	02.01.98	ASIE/1995/002-544	-	31.12.07	499,063.35
Green City Can Tho- Sustainable Urban Management	ASIE/2004/095-294	27.11.03	ASIE/2003/005-732	31.12.04	17.07.09	528,276.92
Study on municipal promotion for a high-quality tourism in Madrid and Hanoi	ASIE/2004/091-749	27.11.03	ASIE/2003/005-732	31.12.04	01.01.08	24,954.00

NEX 8: COUNTRY ENVIRONMENTAL PROFILE **Summary**

The rapid changes in Vietnam in the last few decades in terms of rapid economic growth, industrialisation and continuing population growth have had an adverse impact on the natural environment. This, coupled with a weak institutional capacity to adequately address environmental issues, as well as limited technical infrastructure and financial resources allocated to environmental protection, has contributed to a wide range of environmental problems. Recently environmental issues have received increased recognition in Vietnam, but more efforts still need to be made to mainstream and integrate environmental protection into economic and development planning across all sectors.

2. State of the Environment¹⁷

Vietnam is a developing country and among the most densely populated countries (245 persons/ km²) in the world, with an estimated population of 81.3 million in 2003, growing at an annual rate of 1.3 % (2003). One quarter of the population lives in the urban areas, mainly along the coastal plains and deltas of the Red river in the North East, and the Mekong River in the South. The remainder of its population lives in rural areas and the livelihood of 70% of the rural population is based on the exploitation of natural resources.

The Government of Vietnam's **National Strategy for Environmental Protection (NSEP) until the year 2010 and Vision toward 2020** recognises that there is a rapid deterioration in environmental quality and natural

¹⁷ Sources: (1) *Vietnam Environment Monitor 2002*, the World Bank & *Vietnam Environment Monitor 2004: Vietnam at a Glance*, the World Bank: 77; (2) *Vietnam: State of the Environment 2001*, the UNEP:

resources. In the last five decades, Vietnam has witnessed significant destruction of its natural resources, including an increasing rate of deforestation, biodiversity loss, and rapid deterioration in environmental quality. High rates of rural under-employment, land shortages, and industrialisation, have contributed to migration to cities. Burgeoning urban populations are overwhelming municipal infrastructure and services and causing environmental problems such as unmanaged landfills, transport-related air pollution, untreated hospital and hazardous waste, and raw sewage flowing in open channels.

Land resources: Vietnam has a total land area of about 33 million hectares (mha), of which 25 mha comprises mountainous and hilly regions. Unfortunately, land degradation tends to become prevalent in the whole country and is typically seen in the forms of erosion, washing, loss of organic materials, drought, desertification, inundation, salinisation and acidification. Other causes of land degradation include urbanisation, insecure land tenure, poor logging practices, expansion of aquaculture into areas of acid sulphate prone soils, and acidification. About 50 percent of Vietnam's land area has been identified as having poor quality soils as a result of human activity.

The overuse of agrochemical and pesticides and improper farming practices are causing pollution and degradation in numerous areas. In addition, some areas are contaminated with Agent Orange/dioxin as a consequence of the war. Land degradation has resulted in a large number of barren and uncultivable areas and increasingly desertified areas. Cultivated land per capita, therefore, has declined over the past decade.

Forestry: For a poor mountainous and disaster prone country such as Vietnam, which is also highly dependent on irrigated-agriculture, forest cover has a specifically strong impact on sustainable development in terms of soil erosion, rainwater catchments, fuel and building material for local communities and job opportunities in forestry. Despite recent increases in forest area, closed canopy forests make up only 13 percent of total forest area, while poor and regenerating forests make up 55 percent of total forest area. Whilst quantitative targets are likely to be achieved, the quality of the resulting forest cover, for example in terms of biodiversity, is less certain.

Biodiversity: Vietnam is one of the world's 10 most biologically diverse countries containing about 10 percent of the world's species, even while covering less than one percent of the earth's surface. The high species diversity and endemism is under threat from habitat losses caused by population growth, legal and illegal logging, dam and road construction, and agricultural expansion. Demand both from within Vietnam and outside fuels a major wildlife trade.

Water Resources: About two thirds of Vietnam's water resources originate outside the country, making Vietnam susceptible to water resources decisions made in upstream countries. Vietnam is ranked low in Southeast Asia's

water availability per capita. Irrigation constitutes the largest part of the demand on water resources. In 2001 water consumption for agriculture was about three times higher than for other water uses¹⁸.

Most dams and reservoirs in Vietnam have been constructed for multiple purposes, including flood control, irrigation, hydropower, water supply and other flow management uses. Most are more than 20-30 years old. There are about 3600 reservoirs of various sizes. The storage of water in reservoirs may affect the availability of water downstream. In addition, sudden releases may cause flooding problems, river erosion downstream and other effects on the water ecosystem. Therefore, the operation of hydropower plants requires co-ordination with the needs for water by other sectors.

Trends in the country's nine river basins indicate good upstream water quality, while downstream sections are often polluted. Groundwater quality is showing some contamination. Water supply falls short of demand in urban and rural areas due to inadequate infrastructure and confusing jurisdictional responsibilities.

Marine and Coastal Natural Resources: Vietnam's rich and diverse 3,200 km long coastal and marine ecosystems are also under threat.¹⁹ Over the last five decades, Vietnam has lost more than 80 percent of its mangrove forests with shrimp farming one of the leading causes for this destruction. It was estimated that the annual loss in terms of forgone benefits of mangrove functions (e.g., fishery, forestry, and erosion) could be in the range of 10-32 million USD per year²⁰.

While gross output from fisheries more than doubled from 1990 to 2001, the growth of the fishing fleet, combined with an increase in the size of vessels, led to a sharp decline in the catch per unit. Coastal fisheries' output has reached or surpassed sustainability limits.

Off-shore fishing is still within allowable levels.²¹ About 96 percent of Vietnam's coral reefs are severely threatened by human activities, including destructive fishing methods, over-fishing, and pollution.

Rapid urbanization and industrialization in the interior, port and marine transport development, expansion in coastal tourism, and rise in oil spills contribute to the deterioration of coastal water quality.

Waste management: Insufficient **wastewater treatment** and **waste management** from both domestic and industrial sources are causing severe problems of water and air pollution. Wastewater and run-offs from urban areas, industrial centres, and agricultural land, pollute surface, ground, and coastal waters of Vietnam. Untreated sewage from households, effluents from industrial enterprises and seepage from garbage dumps or landfills are

¹⁸ Vietnam Environment Monitor 2003, the World Bank:16

¹⁹ Vietnam 2010: Entering the 21st Century. Partnerships for Development. Vietnam development report 2001, WB in partnership with ADB and UNDP

²⁰ The Quang Ninh and Hai Phong Coastal Region: *Options for Comprehensive Development, Seminar on Options for Comprehensive Development in the Quang Ninh and Hai Phong Coastal Region*, World Bank, 1999.

²¹ Vietnam Environment Monitor 2003, the World Bank:17

the main causes of organic pollution of surface water. Ninety percent of the enterprises established prior to 1995 have no wastewater treatment facilities, and use obsolete equipment. Most of the collected waste in Vietnam is disposed in dumps and open landfills, and there is no separate treatment for hazardous waste.

Air quality in nearly all urban and industrial areas is affected by particulates, lead and nitrous oxides, sulphur dioxide and carbon monoxide emitted by sources including vehicles, factories, power plants, and households. Fine particulates are an emerging problem in urban areas. Sulphur dioxide emissions near some factories occasionally exceed the standard by several fold. Lead levels at major traffic intersections in main cities are starting to decline following the government's decision to ban leaded gasoline.

Climate change: Vietnam is one of the most disaster-prone countries in the world. Disasters occurring in Vietnam are mainly related to severe weather conditions. In the past years typhoons, floods and droughts cause death, injury, loss of property (i.e. agriculture land, livestock etc.) and infrastructural damage. The existing vulnerability might be further increased as previous studies indicate that Vietnam will be severely affected by climate change. Moreover, in a decade (1990-1998) the amount of carbon dioxin emission doubled and continuously increased. Sectors which contributed the most to the total amount of carbon dioxin emission are manufacturing industry, construction and transportation.

Influence of the War on the Environment²²: The Vietnam War involved an unprecedented assault on the environment. Vast quantities of bombs, cluster bomb units ("bomblets"), napalm, landmines, toxic chemicals, etc. have had lasting effects on soils, water systems, biological diversity, and perhaps even climate. Life forms at many levels of the evolutionary scale have been significantly affected, from primitive plants and animals to human beings. Nearly three decades later, many of the affected ecosystems have still not recovered. The long-term consequences include loss of habitat and biological diversity, severe and persistent problems of public health, enormous economic losses, and severe constraints on human development.

The affected populations have made some progress in restoring the environmental damage from the war. But much more remains to be done and available resources are very limited. It is an enormous task that will require substantial resources, long-term commitments and appropriate corrective measures.

3. Environmental Policy, Legislative and Institutional Framework

3.1. Environmental Policies and Legislation

In connection with the economic renovation, the Government of Vietnam has put in place a sound legal framework for environmental protection and natural resources conservation which include many laws, regulations, and directives. The environmental policies for the sustainable development of Vietnam were first

²² Long-term Consequences of the Vietnam War, Copyright ©2002 by Föreningen Levande Framtid;
www.nnn.se/vietnam/environ.htm

systematically presented in the “*National Plan of Environmental Protection and Sustainable Development (1991-2000)*”. This plan recognises the urgency of the problem and set out programmes for action. A variety of policies and legislation regarding natural resource management and environmental protection are now included in Vietnam's Agenda 21 (2004)²³: *Law on Environment Protection (1994)*, a *Biodiversity Action Plan (1995)*, *Five Million Hectares Reforestation Programme (1998)*²⁴, *National Strategy for Environmental Protection until 2010 and Vision toward 2020 (2003)* and *Oriented Strategy for Advancing Towards Sustainable Development*.

In November 2004 a Resolution “*Environmental Protection in the period of Industrialisation and Modernisation Enhancement*” has been endorsed followed by a governmental *Action Plan* in February 2005. MONRE is currently preparing a five-year plan 2006-2010. The Law on Environment Protection is under review and the Law on Biodiversity Conservation will be drafted and submitted to the National Assembly in late 2005. These laws will form the legal framework for environmental protection in the future.

3.2. Environmental Institutional Framework

Ministry of Natural Resource and Environment (MONRE) is Vietnam’s central environmental authority. It has an overall mandate for environmental strategy, legislation and policy formulation, environmental institution building, environmental impact assessment, environmental research, environmental quality standards, data collection and management. It also supervises and supports the provinces in environmental management and the implementation of national policy and regulations. **Vietnam Environmental Protection Agency (VEPA)** is an executive department for environment within MONRE. At the provincial level, **departments of Natural Resource and Environment (DONRE)** have been established in all 64 provinces. The environmental management divisions are part of DONRE offices.

Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD) is responsible for the state management over activities relating to agriculture, forestry, water resources and rural development, terrestrial national parks and protected areas, including coastal wetlands.

National Protected Area System: To conserve biodiversity resources, the Government has adopted policies on the localisation of the typical ecosystems for protection purposes and development of special use forests. There are presently 17 national parks, 60 nature reserves, and 39 protected landscape areas which cover around 7.7% of total country area²⁵.

²³ *The Strategic Orientation for Sustainable Development* – Vietnam’s Agenda 21 is a framework strategy, composed of broad strategies, which are the legal foundations for ministries, sectors, localities, organisations and relevant individuals to follow during their implementation and co-operation activities in order to ensure the sustainable development in Vietnam in the 21st century.

²⁴ *Five Million Hectares Reforestation Programme* is a major management initiative to meet forest product needs in a sustainable manner, protecting the environment and increasing social and economic benefit.

²⁵ Vietnam Environment Monitor 2004, the Work Bank:77

Environmental expenditure²⁶: About 5 percent of environmental ODA has targeted institutional strengthening including environmental policy co-ordination, environmental impact assessment (EIA), and increasing public awareness. In natural resource projects, focus areas have been watershed protection in upland forests, income generation in hill areas, and mangrove and inland marshes. A preliminary analysis indicates that core environmental expenditure hovers just under one percent of the total public spending (except for 2000).

Vietnam Environmental Fund was established in June 2002 and is financed under the State Budget and from different sources such as compensation from damages caused to the environment, fees for environmental protection, voluntarily contributions from national and international institutions and individuals. This fund aims at providing investors in environmental projects low interest loans as well as subsidies and/or co-financing if they borrow from other official sources.

Vietnam's Environmental Monitoring System²⁷: The National Environmental Monitoring Network, managed by MONRE, was established at the end of 1994. By 2001, the Network had expanded to 20 stations, which carry out monitoring at 72 locations in 40 provinces, including environmental hotspots. The monitoring parameters are the basic quality parameters of air, water, land, coastal environment, solid waste, noise, acid deposition, radioactivity, and working environment. The monitoring frequency is six times a year. The Network also manages six automatic air monitoring stations that run 24 hours/day. The data obtained by the National Network are used effectively in compiling annual state of environment reports and also for environmental protection managerial activities.

Strategic Environmental Assessment (SEA): SEA is required to assist the government in the formulation of future development strategies. There is little experience with SEA in South East Asia and Vietnam in particular. In 1994, EIA was formally introduced in Vietnam with the Law on Environmental Protection. Decree GD 175/CP states that EIA should be conducted for specific projects but also for overall strategies for regional development, strategies and plans for provinces and cities and strategies for urban and population development.

There is a high interest in SEA in Vietnam. Four representative case studies were selected to evaluate the potential of SEA in Vietnam namely: (1) The Development of Mekong Delta; (2) the Protected Areas Network System in Vietnam; (3) the Tourism Sector in Vietnam; and (4) the Master Development Plan of Ha Long City. The most significant may be the latter, which was supported by the EC and undertook an experimental SEA.

Together with the National Plan of Environmental Protection and Sustainable Development and the establishment of a draft SEA for the development of coastal areas of Quang Ninh province, they are positive examples for Vietnam progressing towards a rigorous Strategic Environmental Assessment (SEA) framework.²⁸ The Ministry

²⁶ Vietnam Environment Monitor 2002, the World Bank:36

²⁷ Vietnam Environment Monitor 2002, the World Bank, box 9:37

²⁸ Capacity Building for Environmental Management project (B7-6200/IB/96/05)

of Planning and Investment (MPI) actively supports the incorporation of environmental considerations into higher levels of decision-making. However, influence of SEA on the government planning process is still quite modest.

International Environmental Agreements: Vietnam is party to the following Multilateral Environmental Agreements (MEAs)²⁹: Conventions on Biodiversity Conservation, Climate Change, Endangered Species (CITES), Wetlands (RAMSAR), Control of Trans-boundary Movement of Hazardous Waste and Their disposal (Basel Convention), Ozone Layer Protection (Montréal Protocol), Prevention of Pollution from Ships (MARPOL), Law of the Sea (UNCLOS), Desertification, Stockholm Convention on Persistent Organic Pollutants (POPs conventions), and Kyoto Protocol and Clean Development Mechanism (CDM).

Implementation of Environmental Policies and Legislation in Vietnam: Over time, an institutional system of environmental protection together with a compatible legal framework has been established. Achievements in environmental management have, on one hand, helped reduce pollution, deterioration and other incidents and on the other hand, improved noticeably the quality of the environment.

However, despite the initial success, there remain a lot of unresolved issues and weaknesses in environmental management. All in all, there are **10 ministries and 15 committees**, and several local-level agencies, whose actions influence the environment. These ministries and agencies are highly segmented with limited co-operation between them. Some sectoral line ministries, such as the Ministry of Industry (MOI) and Ministry of Construction (MOC), are strengthening their environmental planning capacity. However, there are significant functional overlaps, making co-ordination time consuming and resource intensive, and accountability difficult³⁰. The communication between the line ministries and VEPA is often weak. A preliminary staff review of the above mentioned ministries and departments indicates inadequate capacity and over-extended staff.

The effectiveness in the implementation of environmental policies, therefore, is not yet satisfactory. The governmental agencies involved in environmental issues need to strengthen their capacity both at central and local levels and to decentralise their functions. Effective communication and co-ordination within and between relevant departments and institutions should be encouraged. Furthermore public participation in decision making related to, for example, environmental impact assessments and planning should be enhanced.

4. European Commission and other international development assistance

The EC's bilateral support to natural resource management and environmental protection has been included as an integral element (e.g. agro-forestry, nature conservation) in the rural development projects in Cao Bang-Bac Kan and Son La-Lai Chau provinces in the mountainous regions in Northern Vietnam, as well as in the Social Forestry and Nature Conservation project in Nghe An province. These projects provided valuable support in strengthening

²⁹ Vietnam Environment Monitor 2004: Vietnam at a glance, the World Bank: 77

³⁰ Vietnam Environment Monitor 2002, the World Bank:31

local authority management capacity as well as raising awareness of community and their participation in nature conservation and forest management. A new Urban Environmental Planning Programme expected to start in mid 2005 will provide support to the medium sized cities in Vietnam in the area of urban environmental planning by providing integrated approaches to environmental planning and facilitating action to develop and implement relevant solutions.

These bilateral initiatives are complemented by a number of projects funded under the thematic budget line “Tropical Forests and other Forests in Developing Countries Programmes” (Budget Line B7-6201). They include capacity building for environmental management, strengthening dialogue on biodiversity policies and community driven sustainable forest management. Up to May 2005, under the EC’s horizontal programme Asia Pro-Eco, six projects with activities in Vietnam were approved to foster the adoption of policies, technologies, and practices that promote cleaner, more resource-efficient solution to environmental problems.

Several EU Member States and other donors are actively supporting the environment and natural resource sectors. In terms of institutional strengthening of VEPA and MONRE, Sweden, Canada and Denmark are the lead donors and have provided significant support. Several EU Member States are supporting the forestry sector, including the Netherlands, Germany, Finland, Sweden and Denmark. In terms of biodiversity conservation, the Netherlands, Denmark and Sweden have provided considerable support. France, Germany, Sweden and Denmark are providing support to urban environmental planning and industrial pollution control. Several EU Member States are also providing support to coastal zone management and the fishery sector, including Denmark, Sweden and the Netherlands³¹. Others donors supporting the environment and natural resources sectors include, the United Nations Development Programme (UNDP), the World Bank (WB), the Asian Development Bank (ADB), several International environmental NGOs (WWF, IUCN, FFI, BirdLife International etc), and the Governments of Australia, Canada, Japan, Switzerland, USA, among others.

The EC has taken an active participation in various government-donor initiatives, in particular the Forest Sector Support Programme (FSPP) and the International Support Group on the Environment (ISGE). These partnerships all aim at sector wide approaches to aid delivery.

5. Recommendations

In terms of priorities, EC’s assistance will be based on the eight priority programmes identified in the Vietnam National Strategy for Environmental Protection until 2010 and vision toward 2020³². Moreover, one of the main

³¹ European Union Development Co-operation Activities in Vietnam 2003

³² The Vietnam National Strategy for Environmental Protection until 2010 and vision to 2020, Annex, 2003: 118. Priorities are: (1) Shutting down industries that seriously pollute the environment; (2) National hazardous waste treatment; (3) Medical waste treatment; (4) Remedy of environmental consequences caused by chemical warfare; (5) Basin Environmental Protection of three rivers CAE, Hue and Dong Nay; (6) Implementation of the Five Million Hectares Reforestation Programme; (7)

principles for sustainable development in Vietnam is for the “Protection and improvement of environment quality to be considered as inseparable factor from the development process”.³³

Mainstreaming the environment into development and economic co-operation³⁴ can be done best in Vietnam when ensuring that environmental issues are discussed at an early stage of the government’s plan. Furthermore, investment projects should undergo a Social and Environmental Impact Assessments. Environment, poverty and sustainable livelihoods will also be streamlined into EU-funded programmes. The Tropical Forests budget line, the ECHO programme and other Asia Wide Programmes (such as Asia Pro Eco) will serve as an important complement to bilateral co-operation.

Possible future EC support of this kind might include: (1) promoting energy efficient and non-polluting technology with provision of better energy services for the poor e.g. through EAEF; and (2) regional integration and co-operation in river basin management, biodiversity conservation, and wildlife trade. They can help sustain and enable access to good quality natural resource and environmental services including forest, soil and water in supporting the livelihood of the poor as a contribution to the poverty reduction.

The EC could also consider helping the government in the area of Tax Reform in order to eliminate adverse incentives and environmentally harmful subsidies, to create economic incentives for the provision of environmental services, to possibly introduce the polluter-pay principle. Other possibilities would be support to enhance the environmental sustainability in the productive sectors relevant for Vietnam-EU trade relations (e.g. fisheries and/or forestry sectors) through the promotion of certification modalities, such as the Forest Stewardship Council (FSC) and environmental quality control of goods and services, as well as the improvement of environment friendly production methods. Promoting the EU Forest Law Enforcement on Governance and Trade (FLEGT) in Vietnam would be an appropriate action in this direction. Supporting Vietnam to fulfil its obligations in the Multilateral Environment Agreements (MEAs), within the context of supporting Vietnam’s efforts to integrate into the international economy should also be considered.

Strengthening of the governance of environmental protection at central local and sectoral levels; and (8) Improvement and enforcement of the environmental legal system.

³³ Summary of the Vietnam Agenda 21, 2002:4.

³⁴ The EC Policy and approach to Mainstreaming the Environment, sheet 9

ANNEX 9: DONOR MATRIX

SUMMARY OF EXTERNAL ASSISTANCE DISBURSEMENT BY DONOR

(in thousands of US\$)

DONOR	2000	% Change 2000-2001	2001	% Change 2001-2002	2002	% Change 2002-2003	2003
1. MULTILATERAL							
1.1 UNITED NATIONS SYSTEM							
FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION (FAO)	839	-56.10	368	4.6	385	78.7	688
GLOBAL ENVIRONMENT FACILITY (GEF)	423	606.6	2.989	-26.4	2.201	-64	793
INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY (IAEA)	609	42.0	865	10.6	957	-44.4	532
INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT (IFAD)	7.71	23.2	9.500	9.3	10.381	-74.9	2.603
INTERNATIONAL MONETARY FUND (IMF)		-	105.000	-46.4	56.283	-	
UNITED NATIONS (UN)	75	-		-		-	
UNITED NATIONS PROGRAMME ON HIV/AIDS (UNAIDS)		-		-		-	82
UNITED NATIONS CAPITAL DEVELOPMENT FUND (UNCDF)	660	-3604	420	-		-	
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME (UNDP)	11.718	-21.6	9.183	-48.8	4.702	12.1	5.271
UNITED NATIONS EDUCATIONAL SCIENTIFIC CULTURAL ORGANIZATION (UNESCO)	325	-20.3	259	-38.2	160	126.3	362
UNITED NATIONS POPULATION FUND (UNFPA)	5.098	-35	3.316	-17	2.753	89.1	5.206
UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR)	75	20	90	-93.3	6	-	
UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND (UNICEF)	10.899	-0.5	10.843	-18.7	8.810	0.8	8.883
UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION (UNIDO)		-		-	65	6.2	69
UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME (UNODC)	168	-62.5	63	-		-	
UNITED NATIONS OFFICE FOR PROJECT SERVICES (UNOPS)	45	-		-		-	
UNITED NATIONS VOLUNTEERS (UNV)	300	-35	195	-45.1	107	-18.7	87
WORLD BANK (WB)	138.770	125.8	313.370	-17.3	259.140	122	575.224
WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)	9.329	-		-	2	-	61
WORLD HEALTH ORGANISATION (WHO)	3.790	6.9	4.051	62.1	6.567	-26.9	4.800
TOTAL	190.833	141.3	460.512	-23.5	352.519	71.5	604.661
1.2 NON-UNITED NATIONS SYSTEM							
ASIAN DEVELOPMENT BANK (ADB)	226.268	-19.2	182.827	30.6	238.563	5.5	252.076
MONTREAL - PROTOCOL	224	157.6	577	-93.1	40	62.5	65
TOTAL	226.492	-88.6	183.404	30.2	238.603	24.4	252.141
2. BILATERAL							
AUSTRALIA	31.400	-13.3	27.233	34.8	36.704	76.4	64.736
AUSTRIA	1.401	-		-	1.562	9.4	1.709
BELGIUM	19.593	-38.5	12.049	15.7	13.935	-0.5	13.865
CANADA	12.041	27.1	15.300	9.3	16.717	9.9	18.375
CZECH REPUBLIC	368	21.5	447	-71.6	127	-	1.935
DENMARK	52.210	-9.1	48.373	8.7	52.601	16.2	61.124
EUROPEAN COMMISSION	13.721	74.9	23.992	6.3	25.722	73.7	44.680

FINLAND	4.567	-3.5	4.407	50.6	6.637	18.5	7.863
FRANCE	57.884	15.8	67.015	35.2	90588	17.3	106.265
HUNGARY		-	18	-5.6	17	-	
GERMANY	20.700	8.0	22.351	55.9	34.845	15.4	40.207
ITALY	1.165	-14.8	993	-13.2	5.533	408.0	28.110
JAPAN	869.842	-63.1	320.860	-1.8	315.186	89.9	598.594
KUWAIT	2.666	-		-		-	
LUXEMBOURG	2.321	-26.2	1.712	189.6	5.112	79.0	9.153
NETHERLANDS	13.869	65.9	23.015	17.1	26.949	58.6	42.742

DONOR	2000	% Change 2000- 2001	2001	% Change 2001- 2002	2002	% Change 2002- 2003	2003
NORWAY	4.514	25.5	5.665	52.3	8.629	30.4	11.251
NEW ZEALAND	1.592	1.4	1.615	66.6	2.690	24.1	3.339
REPUBLIC OF KOREA	12.009	212.1	37.486	-37.8	23.314	35.2	31.518
SINGAPORE		-	53	1.9	54	65.8	91
SPAIN	6.940	22.1	8.476	31.6	11.151	-38.9	6.811
SWEDEN	38.786	-20.3	30.896	-3.8	29.737	8.1	32.142
SWITZERLAND	8.901	23.3	10.979	-23.3	8.424	62.4	13.681
THAILAND	206	41.7	292	-52.4	139	-	
UNITED KINGDOM	8.984	209.5	27.807	12.8	31.374	21.5	38.107
UNITED STATES OF AMERICA	5.566	82.8	10.173	74.5	17.040	-32.6	11.967
TOTAL	1.192.538	-42.5	701.205	8.4	760.116	56.3	1.188.265

Source: Vietnam Development Report, UNDP-Vietnam - Hanoi 2005.

ANNEX 10: OVERVIEW OF THE FOCUS AND ACTIVITIES OF EU AND OTHER DONORS TO VIETNAM

Austria (€1.4 m. disbursed in 2003) provides support for both technical and scientific co-operation, through post-graduate scholarships and research projects in academic co-operation.

The co-operation policy of **Belgium** (€10.9 m.) is closely connected to the poverty alleviation strategy of Vietnam, as it is embedded in the Socio-economic Development Strategy 2001-2010 and the CPRGS. Consequently Belgium's government-to-government programme aims to support the objectives of the three pillars of the CPRGS: completing the transition to a market economy, making development "inclusive, and building modern governance.

The current priorities for **Czech** assistance to Vietnam (€0.7 m.) are the health sector and environmental technology. The tradition of Czech support to Vietnam began in the 1960's.

Denmark's development co-operation with Vietnam (€48.6 m.) targets the following sectors: fisheries, water and sanitation, agriculture, and the business sector. Denmark also provides budgetary support through the Poverty Reduction Support Credit (PRSC).

Finland's support to Vietnam (€6.3 m.) centres on water and sanitation, forestry and rural development, with poverty reduction as the overarching objective. Support is also provided to build capacity in public utilities and in the implementation of Vietnam's Grassroots Democracy Decree.

Corresponding to Vietnam's priorities in economic and social development, **France's** support to Vietnam (€85 m.) covers five main sector priorities: 1. Vietnam's legal and political transition, 2. the modernisation of the education and research system, 3. the promotion of cultural co-operation based on the exchange and transfer of know-how, 4. supporting changes in the economy by developing interactions with French companies, 5. the reduction of poverty and the improvement of social rights.

Germany (€2.4 m.) and Vietnam have agreed upon the following three priority areas for development co-operation: 1. support to economic reform policies, the promotion of small and medium-sized enterprises and vocational training, 2. preservation and sustainable use of natural resources including forestry, sewerage and solid waste management, and 3. health, especially family healthcare and HIV/AIDS prevention.

The main objective of **Italy's** development co-operation with Vietnam (€23.3 m.) is to assist Vietnam in implementing the CPRGS and in integrating into the world economy. Specific programme objectives include

improving basic social services for the poor and supporting sustainable productive activities for poor communities.

Luxembourg's “Indicative Co-operation Programme” with Vietnam which covers the period 2002 – 2005 amounts to €35 million. Luxembourg disbursed an average of €9 million per year in 2004 and 2005, concentrating in particular on rural development, health, education, and human resource development.

Development assistance from **the Netherlands** to Vietnam (€23.6 m.) focuses on three priority sectors: forestry and bio-diversity, water management, and health. Support to these three sectors is complemented by cross-cutting issues, such as (economic) reform.

Vietnam is one of three priority countries in Asia for **Spanish** development co-operation (€5.4 m.). Goals in Vietnam are to contribute to the fight against poverty, to reinforce social and economic infrastructure, and to support the ongoing reform process.

Sweden's development co-operation with Vietnam (€22 m.) focuses on: a. promoting Vietnam's ability to reduce poverty on a long-term and environmentally sustainable basis, and b. promoting openness and development towards democracy and increased respect for human rights.

The goal of **the United Kingdom's** development co-operation programme with Vietnam (€30.7 m.) is to promote pro-poor growth in order to reduce the proportion of people living in poverty in line with the international development targets. Specific objectives are: a. to promote the efficient, effective, and equitable use of public financial resources, b. to strengthen the Government's efforts to achieve socially inclusive development and accountability to citizens, and c. to support economic and social transition.

With regard to other principal donors, the objectives of **the World Bank's** Country Assistance Strategy 2003 to 2006 mirror the three pillars of Vietnam's CPRGS: to support Vietnam's transition to a market-economy (the central focus for the Bank's activities), to enhance equitable, inclusive and sustainable development, and to promote good governance. The World Bank disbursed 575 million USD in 2003.

The Asian Development Bank (252 million USD disbursed in 2003), also bases its co-operation with Vietnam on the CPRGS, and will align its next Country Strategy Paper to the Government's 5-year SEDP. Target sectors include health, education, water supply and sanitation, and rural development.

Japan, principally through JBIC, disbursed 599 million USD in Vietnam in 2003, principally for large-scale infrastructure projects. In 2005 Japan is lending funds for the first time for budget support, in the framework of the PRSC.

AusAID provided around 65 million USD in 2003. Main priorities are: rural development, human development and natural resource related projects.